



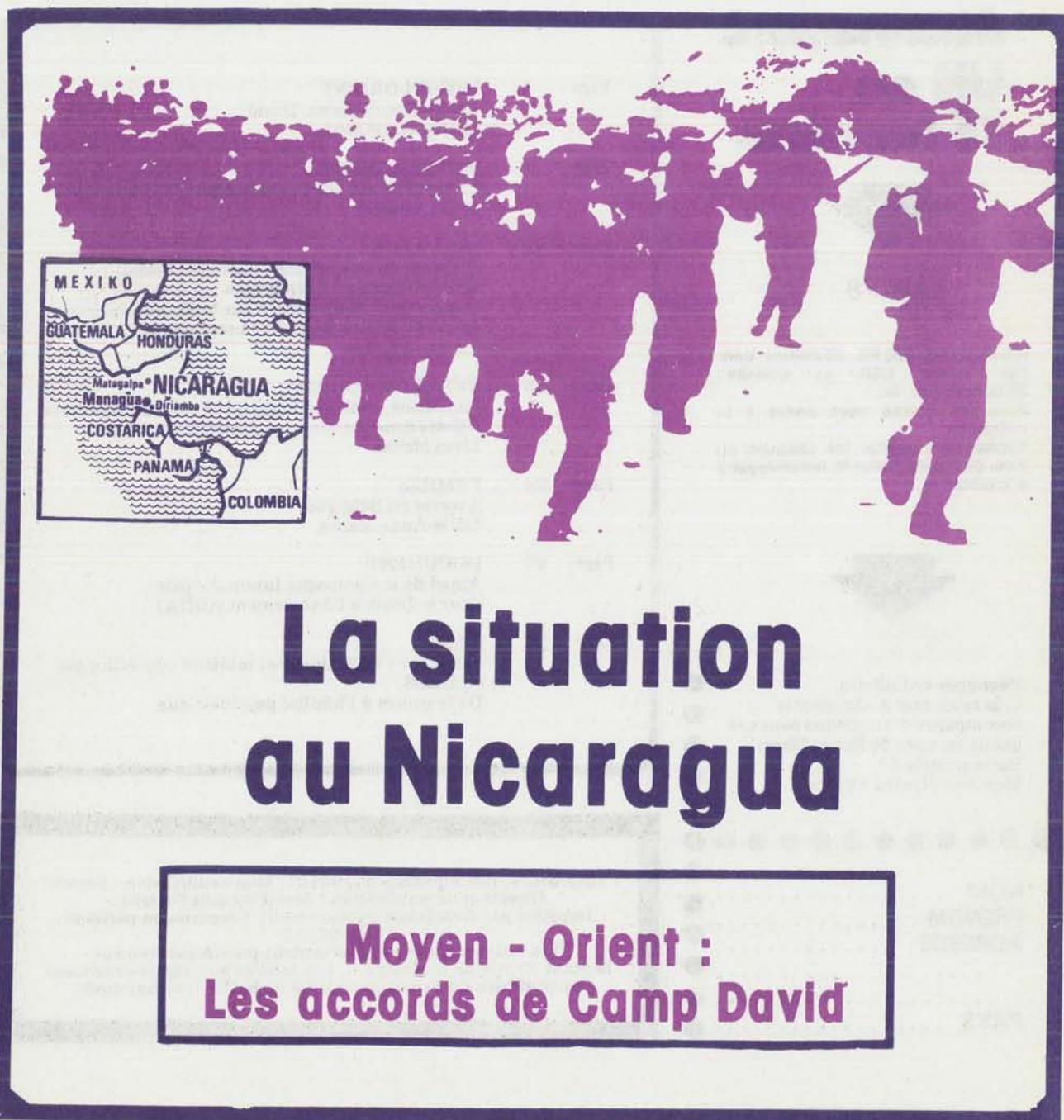
bimensuel

n° 37. 2 novembre 1978

5 f/F. 35 t/B. 3 f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



La situation au Nicaragua

Moyen - Orient :
Les accords de Camp David

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Per avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
Montreuil/Cedex - France.

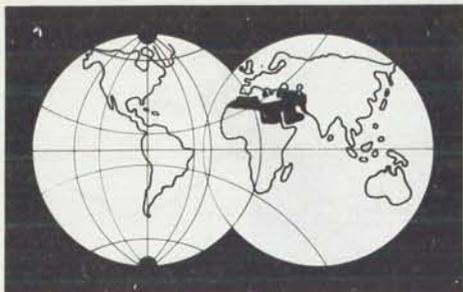


NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

| | |
|---------|--|
| Page 3 | MOYEN-ORIENT Les enjeux de Camp David Michel Warszawski |
| Page 7 | MOYEN-ORIENT La signification réelle des accords de Camp David David Frankel |
| Page 12 | NICARAGUA L'agonie du somozisme et le cours actuel de la révolution au Nicaragua Rapport politique adopté par le Comité national de l'OST (Costa-Rica) le 24 septembre 1978 Fausto Amador |
| Page 19 | EUROCOMMUNISME Léninisme, social-démocratie et eurocommunisme Débats dans le mouvement ouvrier italien Livio Maitan |
| Page 24 | FEMMES Avorter en Belgique Marie-Anne Marais |
| Page 27 | DOCUMENT Appel de la Campagne Internationale pour le Droit à l'Avortement (CIDA) |
| Page 29 | URSS Klebanov : être mineur et militant oppositionnel en URSS De la prison à l'hôpital psychiatrique |

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Moyen - Orient

Les enjeux de Camp David

A Camp David, Sadate a accepté la position israélienne; tandis que le résultat de plus de cinq ans de modération de la part de la direction de l'OLP est plutôt maigre.

Michel WARSHAWSKI

Au moment où nous mettons sous presse, la deuxième phase des rencontres tripartites américano-israélo-égyptiennes prévues par les accords de Camp David, bat son plein. L'ensemble de la presse internationale souligne, certes, à l'occasion, la fragilité de ce qui a été acquis grâce, notamment, à la « persévérance du Président Carter », mais ce n'est que pour célébrer davantage la « marche vers la paix ». Les deux articles que nous publions ci-dessous ne partagent évidemment en rien de telles illusions : Michel Warshawski montre ce que Camp David apporte à chacun des trois protagonistes et notamment à l'Etat d'Israël... David Frankel replace les accords récemment passés dans le cadre de la coexistence pacifique entre Washington et Moscou.

En prenant l'initiative d'une rencontre au sommet entre Sadate et Begin, dans l'intimité du Camp David et loin des micros et des télévisions, Carter mettait tout le poids de son autorité dans la balance et jouait sa dernière carte pour tenter de sauver, si ce n'est l'initiative de Sadate, du moins les chances de négociations futures au Moyen-Orient. Israël est prêt à un accord de paix avec l'Egypte, même au prix d'un retrait de l'ensemble du Sinai. Sadate, de son côté, ne rejette pas l'idée d'une paix séparée avec l'Etat sioniste, à la condition qu'il puisse présenter cette paix comme partie prenante d'un accord global dont les grandes lignes ont été acceptées par Israël et l'Egypte. C'était là l'objectif ambitieux que Carter s'était fixé en prenant l'initiative du sommet de Camp David : alambiquer une formule de poudre aux yeux suffisamment opaque pour qu'elle puisse à la fois éblouir l'opinion publique arabe et satisfaire les partisans du grand Israël qui ont voté massi-

vement pour Begin il y a un an et demi. Une telle formule, ou, comme on l'a appelé, l'« Accord cadre sur la Paix au Moyen-Orient », se devait de présenter aux autres Etats arabes et aux masses égyptiennes un accord de principe sur les modalités d'une hypothétique paix future entre Israël et l'ensemble des Etats arabes, et permettre alors à l'Egypte de négocier la récupération de la presqu'île du Sinai.

Le Président égyptien a depuis longtemps renoncé à obtenir le retrait israélien de Cisjordanie et de Gaza; ce qu'il demandait de Carter, c'était d'obtenir d'Israël une vague déclaration d'intention comme quoi ce dernier serait prêt à envisager dans l'avenir un retrait des territoires occupés. Muni d'une telle déclaration, qui, comme tout le monde le comprend, n'engage à rien, Sadate se croyait libre de mener des négociations en vue d'un accord bilatéral avec l'Etat sioniste.

Mais même cela, le gouvernement Begin se refuse à le faire, jugeant qu'une telle déclaration d'intention remet en cause la souveraineté du peuple juif sur l'ensemble de la Palestine. Jusqu'au dernier jour de la rencontre à Camp David il a semblé que Carter ait échoué dans son objectif, et que Begin ait réussi à se maintenir sur ses positions intransigeantes initiales. Puis finalement, le 18 septembre, Carter a pu annoncer à l'opinion publique internationale qu'un accord avait pu être obtenu entre Begin et Sadate, qui permettrait la signature d'un traité de paix égypto-israélien dans les trois mois.

Comme on pouvait s'y attendre, l'accord a été le résultat de pressions exercées par Carter, pour qui un échec de la conférence aurait signifié une lourde défaite personnelle.

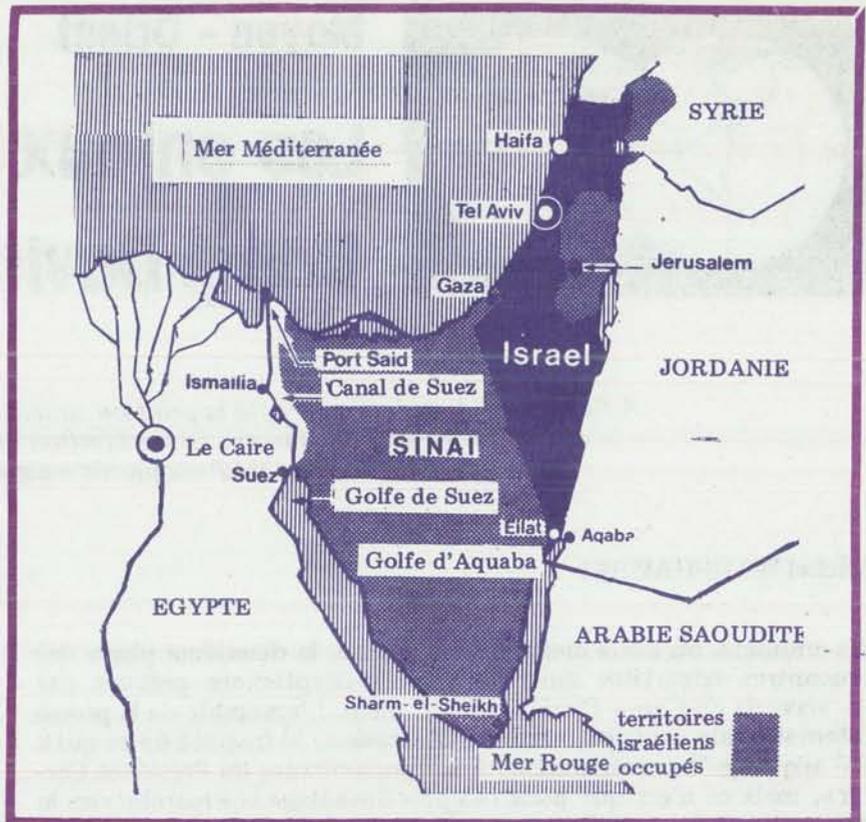
Mais, paradoxalement, c'est avant tout sur le Président égyptien que Carter a utilisé le poids de son « influence ». Car, et c'est là un des éléments les plus importants de la conférence de Camp David, Begin n'a pas cédé sur la question d'un retrait de Cisjordanie et de Gaza; mais Sadate, lui, a néanmoins accepté non seulement de poursuivre les négociations, mais d'annoncer que d'ores et déjà la signature d'un traité de paix bilatéral est imminente. C'est là une nouvelle concession d'importance de la part du Président égyptien qui s'est soumis au diktat israé-

lien exigeant une paix séparée avec l'Égypte sans aucun engagement de sa part pour ce qui concerne les autres fronts.

Les accords de Camp David se divisent en deux. La première partie concerne le cadre d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. L'Égypte s'engage à signer un traité de paix avec Israël qui de son côté s'engage à se retirer de l'intégralité du Sinaï. La concession majeure qu'a faite Israël est le démantèlement des colonies de peuplement juives de la percée de Rafa'h et au long de la baie d'Akkaba, que la Knesset vient de ratifier à une écrasante majorité. Une fois le traité de paix signé, l'Égypte s'engage à établir des relations normales avec l'État sioniste, y compris des relations diplomatiques.

C'est donc une normalisation complète entre un État arabe et l'État d'Israël que Sadate a acceptée à Camp David, brisant par cela plus de trente ans d'isolement de l'État juif au sein du monde arabe. Le retrait du Sinaï, y compris le démantèlement d'une douzaine de colonies juives, est peu cher payer un tel changement du cadre dans lequel Israël va pouvoir continuer à sévir. D'autant plus qu'en signant un traité de paix avec le plus important des États arabes, Israël réduit très sensiblement les risques d'une guerre avec les autres États arabes, et davantage encore ceux d'une défaite militaire.

La deuxième partie des accords de Camp David s'intitule « Cadre pour la paix au Proche-Orient ». Ce texte, fondé sur la résolution 242 du Conseil de Sécurité, trace les grandes lignes de traités de paix futurs et hautement hypothétiques entre Israël d'une part, et la Jordanie et la Syrie de l'autre. Il reprend l'idée d'une « autonomie administrative » de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, qu'avait développée Begin après la venue de Sadate à Jérusalem, en limitant celle-ci à une période de cinq ans au bout de laquelle Israël, l'Égypte, la Jordanie et des représentants élus par les populations palestiniennes oc-



cupées par Israël seraient amenés à se prononcer sur le statut définitif de ces territoires.

En termes moins obscurs, Sadate s'accommode de l'occupation israélienne, avec quelques modifications mineures, pour une période d'au moins cinq ans, et n'exige même pas de l'État sioniste un retrait partiel de ces territoires même après la période de transition.

On comprend alors pourquoi c'est à une écrasante majorité que les accords de Camp David ont été ratifiés à la Knesset, car en vérité de quoi pourrait se plaindre le dirigeant sioniste le plus intransigeant ? Begin n'a rien, strictement rien lâché, pour tout ce qui concerne le front syrien, la Cisjordanie et la bande de Gaza, ainsi que la question palestinienne. Begin l'a d'ailleurs répété à la tribune du Parlement sioniste : « Nous disons non à un referendum, non à un État palestinien, non à des pourparlers avec l'organisation des assassins appelée OLP, et d'ici cinq ans, quand nous serons appelés à discuter du problème de la souveraineté sur les territoires de Judée, de Samarie et de Gaza, nous exigerons que ce soit la souveraineté juive; si nos partenaires ne sont pas d'ac-

cord, ce sera la poursuite du statu quo actuel », c'est-à-dire l'occupation sioniste, baptisée pour la circonstance autonomie.

Begin et ses conseillers peuvent donc être fiers : ils ont pu obtenir ce à quoi en Israël personne ne rêvait : un traité de paix séparée avec l'Égypte sans même s'engager verbalement à un retrait de territoires de ce que les sionistes appellent la « Terre d'Israël ». La seule concession dont Sadate pouvait se vanter était l'engagement par Israël de geler pendant la période des pourparlers la mise sur pied de colonies de peuplement juives. Mais d'ores et déjà Begin affirme n'avoir pas été compris, et que cet engagement n'est valable que pour une période de trois mois.

L'APRES CAMP DAVID

A première vue les résultats de la Conférence de Camp David représentent un immense pas en avant dans l'établissement d'une Pax americana au Moyen Orient, et une victoire écrasante pour l'ensemble des forces réactionnaires. La signature d'un traité de paix entre

l'Égypte et Israël va pouvoir garantir une stabilisation de l'Orient arabe et des forces les plus ouvertement pro-impérialistes; l'impérialisme américain voit son hégémonie reconnue et l'Union soviétique exclue des manœuvres diplomatiques après avoir été expulsée du plus important des pays arabes; Israël, bastion numéro un de l'impérialisme, voit sa sécurité garantie non seulement par la force de son armée, mais aussi par un traité de paix avec le seul pays capable aujourd'hui de le menacer; les Palestiniens, principal ferment anti-impérialiste dans la région arabe, se voient exclus de toutes les manœuvres diplomatiques et laissés dans un tragique isolement après qu'une partie non négligeable de leur direction ait été persuadée d'abandonner la voie de la lutte et de s'accrocher au train des manœuvres diplomatiques dirigé par l'impérialisme US.

Mais la lutte de classe est quelque chose de plus subtil que l'alchimie des brillants conseillers de Carter, et elle se moque souvent des formules, magiques ou non, alambiquées dans telle ou telle conférence au sommet. C'est sans l'ombre d'un doute que l'on peut affirmer que la «paix de Camp David» est d'une fragilité telle qu'il serait hasardeux de la part des bourgeoisies locales et internationales de miser leurs capitaux sur ses chances de succès.

Du point de vue de l'impérialisme d'abord. Tels quels et ce, malgré les déclarations d'auto-satisfaction du Président américain, les accords de Camp David sont dangereux pour l'impérialisme. Ne concernant, du côté arabe, que l'Égypte, ils risquent, si la dynamique des négociations ne se poursuit pas rapidement, de pousser un nombre de plus en plus grand d'États arabes vers une position anti-américaine, voire, faute de mieux, pro-soviétique. Les porte-paroles de la grande-bourgeoisie européenne l'ont bien compris et ont été loin de partager l'optimisme de leurs collègues américains, se sentant plus menacés que les USA par un nouvel embargo pétrolier.

C'est la raison pour laquelle Washington essaie par tous les moyens de persuader le roi Hussein de Jordanie de se joindre aux négociations qui vont s'ouvrir sur l'avenir de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Mais celui-ci n'a pour l'instant aucun intérêt à se joindre à Sadate, les Israéliens n'étant pas prêts à lui concéder quoi que ce soit, si ce n'est un rôle de gendarme adjoint pour le maintien de l'ordre en Cisjordanie sous occupation sioniste. A ce prix-là autant rejoindre le Front de la Fermeté, chose que Hussein s'abstient encore de faire, tentant sans grande chance de persuader Washington de faire céder Israël sur les questions qui l'intéressent.

Le Front de la Fermeté se rapprochant de l'Union soviéti-

tée pendant de longs mois aux masses égyptiennes comme la condition sine qua non pour mettre fin aux maux de l'économie égyptienne et à leur misère. Mais combien de temps pourra tenir ce bluff? Nul ne peut le dire, si ce n'est que, malgré certains prêts avantageux que Carter a sans aucun doute promis au Président égyptien, et une réduction sensible du budget militaire, la paix avec Israël ne pourra rien changer à la situation catastrophique de l'économie égyptienne, produit direct du renforcement du libéralisme économique et de la politique d'«ouverture» aux intérêts impérialistes, et que, vu la forte combativité de la classe ouvrière égyptienne, le répit qu'un traité de paix avec Israël peut donner à Sadate ne risque pas de durer très longtemps.



que, et les pays modérés comme l'Arabie saoudite, les Emirats et la Jordanie, prenant leurs distances par rapport aux accords de Camp David, la situation n'est somme toute pas si brillante que cela pour Washington qui, très rapidement, va se retrouver dans l'état où il se trouvait avant Camp David : faire pression sur Israël ou risquer de perdre son influence dans plusieurs États arabes importants.

Pour ce qui est de l'Égypte, malgré son isolement dans l'arène arabe, Sadate peut espérer un soutien populaire à son initiative de paix qui a été présen-

L'échec certain d'une réforme économique d'envergure, et les conséquences sociales d'un tel échec seront d'autant plus significatifs, que les promesses de bien-être ayant été liées à la politique de capitulation à Israël, ce sera cette politique qui sera remise en question en même temps que l'échec des réformes économiques. Certes, la classe ouvrière égyptienne n'a pas encore de direction politique reconnue, et c'est au sein de l'appareil d'État actuel qu'apparaissent pour l'instant les premières critiques contre Sadate, mais ce grave handicap ne saurait être suffisant pour empêcher le réveil rapide des masses laborieuses égyptiennes.

Mais c'est la question palestinienne qui risque, une fois de plus, d'être la pierre d'achoppement de cette nouvelle tentative de mettre l'Orient arabe à la remorque de l'impérialisme. Dès 1970, lors de la tentative américaine d'imposer le Plan Rogers, il était évident que la stabilisation du Moyen-Orient exigeait une solution à la question nationale palestinienne. Cette solution devait être fondée sur deux éléments complémentaires : l'écrasement, ou au moins une réduction sensible du potentiel militaire de la Résistance palestinienne et de son aile la plus militante d'une part, et d'autre part l'intégration de l'aile modérée de la Résistance dans le cadre de la diplomatie bourgeoise arabe, dans l'objectif de lui reconnaître une souveraineté nationale sur les territoires de la Palestine qu'Israël serait amené à libérer.

Six ans plus tard, il semblait que l'impérialisme et ses alliés locaux avaient atteint leurs objectifs : la Résistance palestinienne était mise au pas, et la majorité de sa direction prête à s'intégrer dans le cadre d'une solution négociée avec l'Etat sioniste afin d'y recevoir un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et sur la bande de Gaza. Mais c'était compter sans Israël et son refus absolu de reconnaître le Mouvement national palestinien et d'envisager d'une façon quelconque l'idée d'un Etat palestinien indépendant. A Camp David, Sadate a accepté la position israélienne.

Les Palestiniens pourront certes « participer », à côté de l'Egypte, d'Israël et, si celle-ci le veut, la Jordanie, aux négociations concernant le statut des territoires de Palestine occupés depuis juin 1967, mais ce seront des Palestiniens élus uniquement par les populations de ces territoires, et après qu'Israël les ait reconnus comme interlocuteurs valables. Comme on pouvait s'y attendre, les personnalités proches de l'OLP - de même d'ailleurs que celles proches de la Jordanie, ont d'ores et déjà rejeté le privilège de représenter, dans ces conditions, les masses palestiniennes et ont réaffirmé que seule l'OLP est

apte à parler au nom du peuple palestinien.

Pas d'Etat palestinien, pas de referendum, pas de négociations avec l'OLP - le résultat de plus de cinq ans de modération de la part de la direction de l'OLP est plutôt maigre. S'il n'est pas exclu que certains éléments de l'OLP vont essayer d'appeler à « utiliser » le statut d'autonomie pour permettre à l'OLP de rejoindre par la fenêtre la table des négociations, il n'en est pas moins certain que les mois à venir vont être le théâtre d'une recrudescence des opérations militaires palestiniennes, y compris sans doute des opérations de commando contre les populations civiles. L'efficacité de telles opérations n'a jamais fait ses preuves, et il est vraisemblable qu'après une courte période d'union nationale contre la capitulation de Sadate, les luttes internes reprennent le dessus, impliquant cette fois un bilan sérieux de l'ensemble de la stratégie des diverses organisations composant l'OLP.

En ce qui concerne les territoires occupés depuis 1967, il est encore prématuré de dire si c'est le désespoir ou au contraire la volonté d'utiliser les maigres concessions que le statut d'autonomie accorde aux populations concernées qui aura le dessus dans le proche avenir. Mais là aussi l'absence d'une direction reconnue par ces populations rend difficile la formation d'une vaste opposition de masse à l'occupation sioniste et risque de laisser pour un certain temps la voie libre pour nombre de notables qui, certains par naïveté, d'autres par opportunisme, vont essayer de jouer le jeu de « l'autonomie administrative ».

Quant à l'Etat sioniste, il a une fois de plus le droit de se féliciter des résultats de sa collaboration avec l'impérialisme américain. Certes, Begin a été reçu, lors de son retour de Camp David, très froidement par ses propres fils spirituels du Bloc de la Foi et du Mouvement pour le grand Israël dont certains sont allés jusqu'à crier à la trahison pour le démantèlement des colonies juives du Sinai. Mais l'immense majorité de la

Knesset et de la population le soutient, et le Camp de la Paix et les intellectuels sionistes de « gauche » n'ont pas été les moins chaleureux dans leur soutien total à Begin et aux accords de Camp David.

Beaucoup d'illusions, il est vrai, entourent en Israël les résultats de Camp David : les capitalistes israéliens se voient déjà envahir les marchés égyptiens et les moins privilégiés calculent le prix de revient de vacances sur les bords du Nil; le soulagement réel qu'a provoqué l'accord avec l'Egypte quant à une guerre qui s'annonçait certaine, se traduit aujourd'hui par un sentiment de sécurité hautement exagéré si l'on sait combien fragiles sont encore les résultats de Camp David.

Le signe le plus flagrant des illusions provoquées par les accords de Camp David est sans doute le démantèlement du Mouvement pour la paix, pour qui Camp David est synonyme de paix et Begin un héros qu'il faut protéger de ses amis du Likoud et de la coalition d'extrême-droite.

C'est dire à quel point la tâche des militants antisionistes s'avère difficile pour le proche avenir, qui consiste non pas à s'opposer aux aspirations à la paix de la population israélienne, mais à montrer l'illusion d'une paix dont l'élément principal est la négation pure et simple des droits nationaux du peuple palestinien. C'est l'insécurité de la population juive dans l'Etat d'Israël qui seule peut alimenter une conscience antisioniste de masse, et c'est l'illusion d'une sécurité gagnée par la négation des droits légitimes des Palestiniens qui entretient la foi des masses juives en l'efficacité d'une politique fondée sur la terreur et l'agression permanentes. En renforçant ce type d'illusions, Camp David, loin d'être un pas en avant vers la paix entre les peuples de la région, risque bien de rentrer dans l'histoire comme une des étapes qui auront mené les masses juives d'Israël vers la barbarie de Masada.

Moyen-Orient

La signification réelle des accords de Camp David

Lorsque Américains et Israéliens parlent de « sécurité »; il s'agit en réalité des mesures qui peuvent le plus efficacement réprimer les masses arabes

David FRANKEL

● La politique de Washington au Moyen-Orient vise, comme partout ailleurs dans le monde, à maintenir et étendre le pouvoir économique et politique américain. Bien sûr, ce n'est pas ce qu'a dit le Président Carter quand il a expliqué les accords de Camp David à la télévision. Au contraire, il a insisté sur le fait que le but de sa politique au Moyen-Orient était « d'utiliser notre influence et nos efforts pour faire avancer la cause de la paix ».

Les dirigeants des Partis démocrate et républicain, et pratiquement tous les secteurs des médias capitalistes, ont fait écho avec enthousiasme aux affirmations de Carter. Le journal conservateur *US News and World Report* a publié un éditorial intitulé « *Fin d'une guerre de trente ans* » dans son numéro du 9 octobre, alors que le journal libéral *New Republic* a déclaré sur sa première page, le 30 septembre : « *Les historiens l'appelleront la guerre de trente ans... Elle s'est terminée par la signature d'un traité de paix entre Israël et l'Égypte en 1978.* »

Quiconque veut avoir une idée de ce qui se passe effectivement aujourd'hui au Moyen-Orient ne devrait surtout pas s'arrêter à la rhétorique de Carter et aux applaudissements orchestrés par les mass-media. La signification réelle des accords de Camp David ne peut en effet être comprise qu'en partant des intérêts sous-jacents que Washington essaie de défendre.

LA CONQUÊTE IMPÉRIALISTE

En tant que carrefour stratégique entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, le Moyen-Orient a toujours été un objectif très important de l'expansion impérialiste. L'importance militaire et commerciale de cette région s'est accrue avec l'achèvement du Canal de Suez en 1869. En 1882, les troupes britanniques ont débarqué en Égypte. Elles devraient y rester pendant 74 ans.

Avec la dépendance croissante des pays industrialisés par rapport au pétrole, un nouveau facteur est entré en ligne de compte. Dès juillet 1914, Winston Churchill, alors premier Lord de l'amirauté, déclarait au Parlement britannique que « nous devons posséder, ou en tout cas contrôler, une partie au moins des sources d'approvisionnement en pétrole naturel dont nous avons besoin ».

La Première Guerre mondiale donna aux Britanniques l'occasion qu'ils attendaient. L'Empire ottoman, qui couvrait la plus grande partie du Moyen-Orient, fit alliance avec l'Allemagne. En 1916, des négociations secrètes entre la Grande-Bretagne et la France aboutirent à la signature du Traité Sykes-Picot et au partage du butin. La Palestine, l'Irak et la Jordanie devaient revenir aux Britanniques, la Syrie et le Liban aux Français.

Mais que pensaient les peuples de ces pays ? Ils n'ont jamais été consultés.

Et quand les peuples arabes ont protesté, rappelant les promesses britanniques d'indépendance et le mot d'ordre brandi par les alliés de la « *Guerre pour la démocratie* », ce sont les armées française et anglaise qui leur ont répondu.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme britannique a régné en maître sur le Moyen-Orient. En 1940, on estimait à 72% la part des réserves de pétrole contrôlée dans cette région par la Grande-Bretagne, alors que la part des États-Unis était de moins de 10%. Les termes mêmes de « Moyen-Orient » et d'« Extrême-Orient » font allusion à la position de ces zones par rapport à la Grande-Bretagne.

LE DECLIN DE LA GRANDE-BRETAGNE

Mais la Seconde Guerre mondiale annonça le déclin des vieux empires coloniaux. En 1944, Churchill télégraphiait plaintivement à Franklin Roosevelt : « *Nous craignons ici que les États-Unis n'aient l'intention de nous priver de nos possessions pétrolières au Moyen-Orient...* »

Et en effet, les réserves britanniques étaient estimées à 29,3% du pétrole moyen-oriental, alors que la part de réserves possédées par les USA s'élevaient à 58,6%.

Après l'embargo sur le pétrole de 1973, les régimes arabes ont pris le contrôle formel d'une grande partie de ces réserves. Mais en pratique, peu de choses ont changé. Les compagnies pétrolières contrôlées par les impérialistes continuent de diriger la production du pétrole, sont payées pour cela, prennent pour elles-mêmes une part garantie de cette production, et achètent la plus grande partie de ce qui reste à un prix fixé. La production, le raffinage, le transport et la vente du pétrole restent entre les mêmes mains.

Harold Haines, président de la Standard Oil of California, déclara que le principal résultat du rachat par l'Arabie Saoudite de 60% de l'Aramco était que « les investissements en capitaux seront réalisés par les Saoudiens. Nous sommes relevés de cette responsabilité. » (voir le *Time Magazine*, du 11 septembre).

Cinq des huit plus grandes entreprises industrielles aux Etats-Unis sont des compagnies pétrolières - *Exxon, Mobil, Texaco, Standard Oil of California et Gulf Oil*. Ensemble, ces compagnies ont un avoir de 117 milliards de dollars. L'an dernier, les 38 milliards de dollars d'avoirs d'*Exxon* étaient à peu près équivalents au budget national italien.

En 1977, comme chaque année depuis 12 ans, le magazine *Fortune* a constaté que les entreprises minières et celles qui produisaient du pétrole brut étaient, sur sa liste des 500 plus grandes compagnies industrielles, celles dont les ventes rapportaient le plus gros revenu.

Pour Washington, la question centrale du Moyen-Orient est de savoir comment maintenir son empire sur le pétrole de la région, qui représente 38% des importations pétrolières US et 57% de celles du Japon et de l'Europe de l'Ouest.

En même temps, le monde arabe est devenu un marché d'importance croissante pour les pays impérialistes, et une

zone cruciale dans la concurrence militaire entre Washington et Moscou.

DES PROCESSUS DANGEREUX

Lors d'une interview accordée au *Bulletin of American Professors for Peace in the Middle East*, de juin 1976, Zbigniew Brzezinski mit le doigt sur la préoccupation principale de Washington : « Il y a certains processus dangereux en cours dans la région, (...) en particulier, un processus latent de radicalisation des masses arabes. »

La domination coloniale directe des régions productrices de pétrole a dû cesser précisément à cause de la lutte des masses arabes, que Brzezinski cherche à mettre sous contrôle d'une façon ou d'une autre. En conséquence, une deuxième méthode de domination impérialiste vit le jour : le soutien aux régimes néo-coloniaux dont la politique répressive vise à prévenir tout mouvement politique parmi les masses.

Washington poursuit aujourd'hui cette politique en Arabie saoudite et dans les divers Etats du Golfe. Mais toute l'histoire du Moyen-Orient depuis la Seconde Guerre mondiale montre combien ces régimes sont fragiles.

La monarchie égyptienne a été renversée en 1952. Quand la monarchie irakienne a été renversée en 1958, les paras britanniques ont dû débarquer en Jor-

danie pour stabiliser le régime du roi Hussein, et les marines US ont été envoyés au Liban. Nous venons d'avoir la démonstration de la grande faiblesse du pouvoir du Shah dans ce pays-clé qu'est l'Iran. Y-a-t-il une raison de croire que la monarchie saoudite ne devra pas faire face un jour à de semblables oppositions de masse ?

Même les régimes arabes les plus flexibles sont coincés entre la pression de l'impérialisme et les revendications de leur propre peuple. Même le plus stable d'entre eux doit combattre la radicalisation des masses et la menace d'une insurrection populaire. C'est ce qui explique le lien entre Washington et Israël.

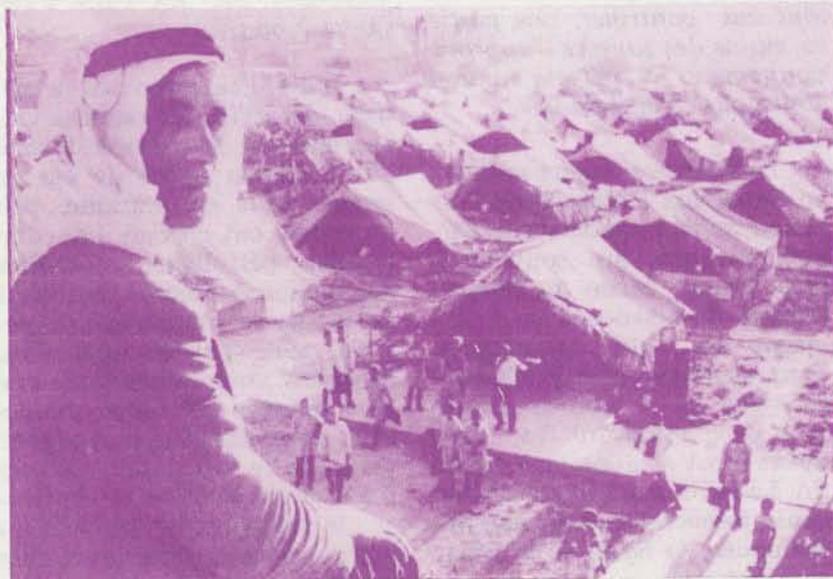
UNE BASE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Aucun fonctionnaire du Département d'Etat, aucun officier d'Etat-major du Pentagone ne peut dire quel type de régime sera au pouvoir en Egypte ou en Arabie saoudite d'ici cinq ans. Mais il y a une chose au Moyen-Orient dont ils peuvent être certains : aussi longtemps que l'Etat d'Israël existera, il sera toujours du côté de l'impérialisme américain contre la menace d'une révolution sociale dans le monde arabe.

Israël doit maintenir sa supériorité militaire dans la région, car cet Etat fut constitué aux dépens des masses arabes malgré leur opposition. Mais les pays arabes ont beaucoup plus de population et de ressources qu'Israël. C'est pourquoi le régime sioniste ne peut que continuer à dépendre de l'aide de ses alliés impérialistes et du maintien des Etats arabes dans une situation de faiblesse et d'arriération.

Toute révolution qui mobiliserait et unifierait les masses arabes, qui ouvrirait la voie à la modernisation et au développement économique des pays arabes, menacerait automatiquement l'Etat d'Israël.

Ceux qui décident de la politique américaine peuvent donc compter sur une armée contre-révolutionnaire de 400 000



hommes de troupe au cœur du monde arabe. Quand il apparut, par exemple, que le roi Hussein risquait d'être renversé lors de la guerre civile en septembre 1971 en Jordanie, Tel Aviv et Washington se sont mis d'accord sur un plan d'invasion commun.

De plus, Israël a pu jouer un rôle bien au-delà des frontières du Moyen-Orient. Il a exporté pour 102 millions de dollars en armes en 1976 (alors qu'en 1967, ce chiffre atteignait 2 millions), et est maintenant le cinquième plus grand exportateur d'armes du monde capitaliste. Au lendemain de la récente guerre civile au Nicaragua, la correspondante du *Washington Post*, Karen De Young, rapporte que : « *le gros du récent réarmement (du régime de Somoza) vient d'Israël, qui a expédié au moins 500 mitraillettes Uzi, 500 fusils d'assaut Galil, et cinq bateaux de patrouille armés, ainsi que des munitions.* »

UN NOUVEAU PACTE DE BAGDAD

Du point de vue de Washington, le soutien qu'il porte aux régimes arabes réactionnaires et son alliance avec Israël ne sont que les deux faces d'une même politique, dont le but est d'empêcher les masses arabes de prendre en mains leur propre destinée.

En même temps, l'agression israélienne est l'un des facteurs qui mine continuellement la stabilité des régimes arabes pro-impérialistes. L'Etat sioniste - comme le système impérialiste lui-même - engendrent constamment colère et opposition chez les peuples qui en sont victimes.

Pendant les cinq dernières années - depuis la guerre d'octobre 1973 et l'embargo arabe sur le pétrole - les dirigeants américains ont cherché à intégrer de façon plus effective les deux piliers de la politique de Washington au Moyen-Orient. Les accords de Camp David, qui prévoient un traité formel entre l'Egypte et Israël, représentent un important succès pour l'impérialisme dans cette voie.

En fait, il semble que Washington essaie de redonner vie à l'idée d'un OTAN du Moyen-Orient. Pendant la guerre froide, une telle alliance connue sous le nom du Pacte de Bagdad, avait été effectivement mise sur pied. Mais le seul gouvernement arabe à s'y joindre avait été l'Irak, qui s'en était retiré après le renversement de la monarchie dans ce pays. Les tentatives d'inclure les régimes libanais et jordaniens dans le Pacte de Bagdad ont avorté du fait de l'opposition de masse qui s'est manifestée dans ces pays.

Si Washington pouvait amener la Jordanie et l'Arabie saoudite à accepter le cadre général constitué par les accords de Camp David, on verrait naître la plus puissante alliance contre-révolutionnaire jamais vue auparavant au Moyen-Orient. Les gouvernements concernés ont certainement déjà commencé à discuter des possibilités ainsi ouvertes.

Après le sommet de Camp David, le correspondant du *Washington Post*, Jim Hoagland, notait dans un article du 27 septembre que : « *les détails qu'une série d'autopsies approfondies des discussions secrètes (préparant les négociations de Camp David) ont permis de mettre à jour montrent qu'une évaluation commune à Carter, Sadate et Begin du croissant danger soviétique et cubain en Afrique et dans le région de la Mer Rouge a aidé à créer le mouvement nécessaire à la signature d'un traité de paix...* »

« UN CADRE POUR LA PAIX » ?

Peu après que la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie ait centré l'attention sur les développements révolutionnaires de la Corne de l'Afrique, le *New York Time* du 26 mars, citant des « *sources alliées qualifiées* », révélait que l'aviation US avait utilisé la base israélienne d'Etzion, dans le Sinaï, pour « *des vols de surveillance à longue portée sur la Mer Rouge, le Golfe d'Aden, le Golfe persique et les zones de l'Ouest de l'Océan indien.* »

Le *Times* notait que Washington avait l'intention de continuer de tels vols, que la base reste sous contrôle israélien ou qu'elle soit rendue à l'Egypte.

En ce qui concerne l'Arabie saoudite, le correspondant de l'*US News and World Report*, Dennis Mulling, indiquait le 2 octobre : « *Elle est devenue un porte-avions américain, avec une aviation de guerre et d'autres équipements militaires déjà en place, approvisionnés, entretenus, et manipulés par des Américains. Ces avions pourraient être utilisés par les Américains si le besoin s'en faisait sentir. Il suffirait d'y envoyer quelques pilotes américains pour obtenir, en fait, une base US.* »

« *L'engagement américain à un niveau militaire dans cette région assurerait la protection des approvisionnements en pétrole et garantirait la sécurité d'Israël et de l'Egypte.* »

Tel est le véritable « *cadre général pour la paix au Moyen-Orient* » de Carter.

Quand le Premier ministre israélien Menahem Begin est passé à la télévision avec Carter et le Président égyptien Anouar el Sadate pour annoncer les accords de Camp David, il a été jusqu'à comparer le sommet au Congrès de Vienne de 1815. C'est à ce congrès que la « *sainte alliance* » contre-révolutionnaire de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche a été mise en place - une alliance qui s'est dressée contre la révolution démocratique en Europe pendant plus de trente ans.

Rien de ce que Carter pourra mettre sur pied au Moyen-Orient ne survivra trente ans. Mais dans la mesure où son but est de s'opposer aux luttes des masses arabes et africaines pour la libération nationale et le progrès social, la comparaison de Begin était vraiment appropriée.

PAS DE CONCESSIONS ISRAËLIENNES

Les régimes saoudien et jordanien désirent participer à ce type d'alliance contre-révolu-

tionnaire. Mais, ils avaient espéré que l'accord d'Israël pour se retirer des territoires arabes occupés lors de la guerre de 1967 au Moyen-Orient, ferait partie du marché.

Cependant, les accords de Camp David ont renforcé les positions de Beguin à ce sujet. l'administration Carter a montré plus clairement que jamais qu'elle préférerait à toute autre solution la poursuite de l'occupation israélienne sur la rive Ouest du Jourdain et sur Gaza.

Le correspondant du *Washington Post*, Don Oberdorfer, dans un article du 23 septembre, rapporte les propos d'un haut fonctionnaire US dont il laisse clairement entendre qu'il s'agit du secrétaire d'Etat Cyrus Vance. «*Quand on lui demanda, note Oberdorfer, s'il était vrai que les USA à Camp David avaient été d'accord pour soutenir les exigences israéliennes concernant le maintien de leurs troupes dans les garnisons de la rive Ouest, après la période de 'transition' de cinq ans, ce haut fonctionnaire répondit : 'si cela paraissait nécessaire, la réponse est oui, nous le ferions'.*»



«*Un autre fonctionnaire US qui a participé aux réunions, déclara que les Etats-Unis comme l'Egypte était d'accord, que c'était 'à bon droit' qu'Israël faisait stationner indéfiniment ses troupes sur la rive Ouest, pour des raisons de sécurité.*»

Lorsque les officiels US et israéliens parlent de «sécurité», ce dont ils parlent réellement, c'est des mesures qui peuvent le plus efficacement réprimer les masses arabes.

MOSCOU EVINCE

Il n'est pas surprenant que Moscou ait réagi avec colère à son éviction des négociations du Moyen-Orient et à la perspective d'une nouvelle alliance anti-soviétique dans la région, sous la direction de Washington. Immédiatement après que les accords de Camp David aient été rendus publics, l'Agence de presse soviétique, *Tass*, les a condamnés comme «*un complot contre les Arabes*» et a dénoncé «*la trahison de la cause du peuple arabe de Palestine*» par Sadate.

Mais la vérité est que c'est précisément la politique de détente du Kremlin avec l'impérialisme américain qui a ouvert la voie au triomphe diplomatique de Carter.

La première rencontre au sommet Nixon-Brejnev a eu lieu en mai 1972. David Hirst a rapporté dans le *Washington Post* du 29 juin 1972 que peu avant cette rencontre, «*des fonctionnaires soviétiques de haut rang*» avaient expliqué à une délégation de communistes syriens que «*l'Union soviétique n'ap-*

porterait pas son soutien aux Arabes pour des actions qui pourraient mener à une confrontation entre l'URSS et les Etats-Unis.»

Lorsque Brejnev a de nouveau rencontré Nixon en juin 1973, le Moyen-Orient a été cité juste après le Vietnam par le dirigeant soviétique, comme un des «*dangereux foyers de tension dans le monde*». Les dirigeants du Kremlin se sont déclarés d'accord pour exercer des

pressions sur les régimes arabes, afin qu'ils reconnaissent Israël comme faisant partie des peuples du Moyen-Orient.

Spartak Beglov, un commentateur soviétique, a expliqué avec arrogance dans le *New York Time* du 29 juin 1973 que «*les deux pays les plus puissants ont clairement montré au monde qu'ils attendent des autres pays, grands et petits, qu'ils suivent leur exemple en adhérant à certaines règles de conduite...*»

Mais Brejnev pensait que ces «règles de conduite» impliquait le maintien en l'état des sphères d'influence soviétique et américaine. Sur cette base, il était heureux de sacrifier les droits du peuple palestinien et les intérêts des masses arabes dans leur ensemble sur l'autel de la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme.

Néanmoins, les choses ne sont pas passées comme Brejnev l'avait prévu. Comme l'auteur l'a expliqué dans un article du *Militant* du 3 mai 1974 : «*en fait, au grand dépit des bureaucraties soviétiques, les coups portés au mouvement de libération palestinien et aux forces anti-impérialistes les plus militantes du monde arabe ont eu pour résultat un déplacement vers la droite de la politique au Moyen-Orient qui a commencé à menacer la position soviétique dans l'ensemble de la région. Il y a eu un renforcement dramatique des courants pro-impérialistes et une diminution du pouvoir de négociation soviétique.*»

La politique du Kremlin, qui a aidé Sadate à se tourner vers Washington, a aussi contribué à la défaite des forces palestiniennes et de gauche dans la guerre civile libanaise. Moscou a refusé de mettre en question ses relations diplomatiques amicales avec le régime syrien, même quand l'armée syrienne est intervenue du côté des forces de droite au Liban.

Alors que le Kremlin se tenait à l'écart et cherchait à jouer les forces en présence l'une contre l'autre pour renforcer ses positions propres, la défaite des Palestiniens au Liban a contribué à créer l'atmosphère politique

qui a permis à Sadate de se rendre à Jérusalem.

LA CRISE DU LIBAN

Il n'y a pas de doute que l'impérialisme américain a acquis des avantages substantiels au Moyen-Orient dans les cinq dernières années - des avantages qui ont été formalisés par les accords de Camp David.

D'un autre côté, il est déjà clair que les accords de Camp David ne mèneront pas à la paix. Ils ne permettront même pas de stabiliser la domination impérialiste, ce que Washington considère comme la « paix ».

La crise du Liban en est l'exemple le plus frappant. Elle menace de mettre en pièces les accords au sommet avant même que Sadate et Beguin aient signé un traité. Et si un traité israélo-égyptien était signé, cela faciliterait l'engagement du régime sioniste dans des aventures au Liban ou contre la Syrie - des aventures qui pourraient aisément provoquer une guerre généralisée.

La crise libanaise ne va pas non plus se résoudre. Les effets des tentatives israéliennes visant à briser dans ce pays les luttes de la population palestinienne, du combat engagé par la minorité maronite pour maintenir sa position privilégiée, et le poids des autres aspects de la lutte de classe au Liban, continueront de déchirer le Liban.

Sur la question palestinienne, les accords de Camp David ont fidèlement reflété les positions de Washington. Il y aura toujours beaucoup de promesses vagues et de rhétorique, mais sur les questions centrales, Washington continuera d'appuyer le régime israélien jusqu'au bout.

Les USA doivent agir ainsi, car l'Etat sioniste reste le rempart le plus puissant et le plus digne de confiance de l'impérialisme contre la révolution arabe. Or, il est vital pour la stabilité d'Israël que la population palestinienne reste dispersée et qu'un Etat palestinien ne voit pas le jour.

L'incapacité de Washington à offrir même les concessions les plus modestes aux 1,5 mil-

lion de Palestiniens vivant sous la loi israélienne et aux presque 2 millions de réfugiés palestiniens qui ont été chassés de leur terre et de leurs foyers par l'Etat sioniste montre que le conflit arabo-israélien continuera sans rien perdre de sa violence.

Les Palestiniens continueront à lutter contre l'oppression dont il sont l'objet; Israël continuera d'attaquer la population palestinienne dans les pays environnants, provoquant colère et indignation dans le monde arabe; les régimes arabes continueront à être coincés entre les menaces israéliennes et les exigences des masses réclamant qu'une action soit engagée contre l'agression sioniste.

LES PERSPECTIVES DE L'EGYPTE

Que se passe-t-il en Egypte ? La signature d'un pacte entre Sadate et Beguin conduira-t-elle au moins à la paix et à la stabilité sur ce front ?

Il se peut que Sadate réussisse pendant un certain temps à séparer l'Egypte du reste des régimes arabes ne pouvant échapper à la confrontation avec Israël. Mais cela ne résoudra pas pour autant les problèmes de l'Egypte. Dans un discours à l'Assemblée du peuple égyptien, le 2 octobre, Sadate a déclaré que : « Nous sommes sur le chemin de la paix et sur le chemin de la prospérité ». Mais les défenseurs impérialistes de Sadate savent très bien que l'Egypte n'est pas sur le chemin de la prospérité, et ils ont peur que ces promesses ne créent un effet boomerang.

Le jour du discours de Sadate, dans un article du *Washington Post*, Thomas Lippman, faisait le portrait d'un ouvrier égyptien contemplant le système de transport cahotique et arriéré du Caire. Les ouvriers qui ont la chance de ne pas faire partie du million de chômeurs d'Egypte passent des heures dans les transports chaque jour, pour aller à leur travail et en revenir.

« Quand il y aura la paix, cela ne sera plus comme cela », déclarait l'ouvrier. « Tout ira bien ».

Lippman poursuivait son récit en ces termes : « On pourrait multiplier ce type d'anecdotes, en provenance de toute l'Egypte, avec des variations sur le thème de la paix qui apportera la prospérité ». Les 40 millions d'habitants de ce pays épuisé et réduit à la famine espèrent en la paix et pensent qu'elle leur apportera rapidement une vie meilleure.

« Il y a des chances qu'ils soient déçus. »

« Les économistes, les banquiers, les hommes d'affaires et les dirigeants politiques sont d'accord pour dire que la paix avec Israël n'amènera pas de mieux immédiat aux masses égyptiennes. »

L'Egypte a une dette étrangère de plus de 13 milliards de dollars. L'équivalent aux USA serait une dette de près de 2000 milliards de dollars.

On a sans aucun doute promis à Sadate une aide américaine considérable lors des négociations qui ont conduit aux accords de Camp David. Mais il n'a pas le moyen d'obtenir l'aide qui serait nécessaire pour rembourser les dettes de l'économie égyptienne.

FAMINE ET ACCROISSEMENT DE L'EXPLOITATION DES MASSES

Les mesures d'austérité imposées à Sadate par le Fonds monétaire international ont provoqué les émeutes massives de janvier 1977. L'ouvrier égyptien moyen gagne moins de deux dollars par jour, et dépend fortement des subventions du gouvernement qui bloque l'augmentation des prix de la nourriture, de l'huile de cuisine, et d'autres produits de première nécessité.

« Mais les bailleurs de fonds, y compris les Etats-Unis », note Lippman, « réclament de nouvelles réductions du déficit budgétaire, estimé à 1,3 milliards de dollars cette année, et du déficit de la balance commerciale, qui serait de 2 milliards de dollars... »

Famine et accroissement de l'exploitation des masses, telles sont les perspectives offertes au peuple égyptien par l'impérialisme. Ce n'est pas une recette de stabilité sociale.

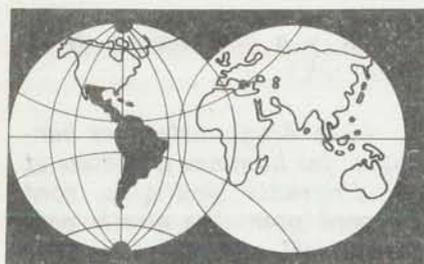
De ce point de vue, il faut se demander ce que serait la réaction de Washington et de

Tel-Aviv si Sadate était menacé par une révolution en Egypte. Après tout, les impérialistes étaient prêts à envahir la Jordanie dans une situation similaire.

Or, plus Washington s'engage profondément au Moyen Orient, plus ses investissements - économiques et politiques -

gagnent en complexité et en envergure, plus grand est le danger d'une intervention militaire US, et, avec elle, d'une troisième guerre mondiale.

Telle a été la signification réelle des accords de Camp David.



Nicaragua

L'agonie du somozisme et le cours actuel de la révolution au Nicaragua

Rapport politique adapté par le Comité national de l'OST (Costa-Rica) le 24 septembre 1978

La montée des masses précipite la décomposition du régime et fait éclater en morceaux les délais, les rythmes et les marges de manœuvre dont ont besoin la bourgeoisie indigène et l'impérialisme

Fausto AMADOR

Inprecor numéro 31, du 22 juin 1978, présentait une analyse de Fausto Amador relative à la situation au Nicaragua avant le récent mouvement de masse. *Inprecor* numéro 35, du 5 octobre 1978, donnait un premier bilan du soulèvement et de la répression. Nous publions ici une vue globale de la crise du régime nicaraguayen.

Depuis l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, le 10 janvier dernier, et plus particulièrement depuis le premier lock-out général contre Somoza, le Nicaragua vit divers processus simultanés et interconnectés. D'un côté, l'essor croissant des masses se traduit par des manifestations de rues, des grèves étudiantes et ouvrières, des soulèvements urbains spontanés. D'autre part, dans tout le pays se forment, suscités plus ou moins directement par le FSLN, de petits commandos militaires auxquels participent de larges couches sociales, y compris certains secteurs supérieurs de la petite-bourgeoisie. En troisième lieu, la structuration de toutes les forces politiques d'opposition en un bloc nommé Frente Amplio Opositor (Front d'op-

position élargi - FAO) cache mal l'hétérogénéité de ses composantes. Le FAO a une base multiclassiste : s'y rejoignent l'opposition bourgeoise traditionnelle, le Parti conservateur et des groupes ayant scissionné du parti de Somoza, les « douze », les deux fractions du Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et la bureaucratie syndicale.

La combinaison de ces éléments dans l'action politique a entraîné un développement tumultueux et d'apparence chaotique sur la scène sociale nicaraguayenne : une succession de grèves et de manifestations, des concentrations de masse, des lock-outs patronaux contre le régime et des explosions insurrectionnelles.

L'OFFENSIVE DE SEPTEMBRE

Lorsque le 12 août, un commando du FSLN a pris d'assaut le Palais national alors que la chambre des députés et le Sénat étaient en séance plénière, réalisant la plus spectaculaire des actions du Front sandiniste, le mouvement des masses, de son côté, se trouvait en plein essor. Les agents hospitaliers (12000 personnes) étaient à ce moment-là en grève générale depuis 32 jours, et les hôpitaux avaient été militairement occupés. Le jour même de la prise du Palais national, le syndicat le plus combatif du pays, le SCAAS (Sindicato de Carpinteros, Armadores, Albaniles y Similares - Syndicat des menuisiers, armateurs, maçons et professions similaires) s'est joint au débrayage en solidarité avec les travailleurs hospitaliers. C'est ce jour-là aussi que les employés de l'Université de Leon et d'autres secteurs se sont mis en grève.

Le 24 août, le Front d'opposition élargi (FAO) a lancé un appel général à un lock-out patronal qui n'a été suivi que très mollement. Quatre jours plus tard, à peine 60% des commerces étaient fermés et ce n'est que le 4 septembre que 80% des activités économiques se sont trouvées interrompues.

Pendant ce temps-là, le 29 août, les commandos militaires de l'opposition anti-somoziste, articulés et structurés principalement par le FSLN, passaient à l'action à Matagalpa. Ils ont occupé la ville pour quelques jours et ont réussi à se replier sans être anéantis lorsque la Garde nationale est parvenue à regagner le contrôle de la ville après l'avoir sauvagement bombardée. Les actions de Matagalpa, probablement précipitées, faisaient partie d'un plan général d'offensive militaire du FSLN contre le somozisme. Cette offensive prenait comme référence le dernier lock-out, pendant lequel on avait pensé, de façon erronée, qu'il serait suffisant de renvoyer chez eux les employés et les ouvriers, en les payant d'avance pour faire tomber Somoza. Cette fois, dans le contexte de la grève décrétée le 14 août par les associations patronales, il s'agissait de donner à l'action un appui militaire. Le lock-out s'est généralisé lentement mais régulièrement. C'est dans cette situation que le FSLN a lancé son offensive. Celle-ci comportait deux principaux axes d'action : la prise de plusieurs villes, menée à bien par les commandos urbains, simultanément. L'objectif en était d'occuper le plus possible d'effectifs militaires gouvernementaux, afin de permettre l'action de colonnes fortement armées du FSLN à partir du territoire costa-ricain, dans le but de « libérer » une certaine zone militairement et politiquement importante.

Selon le projet original, un gouvernement provisoire serait proclamé dans la zone « libérée », qui devait être rapidement reconnu, semble-t-il, par plusieurs gouvernements latino-américains qui enverraient une aide militaire immédiate. Parmi

les gouvernements qui avaient laissé entrevoir cette éventualité se trouvaient le Panama, le Venezuela, la Colombie, le Mexique.

Les actions armées n'ont réussi à accomplir aucun de ces objectifs. Les soulèvements dans les villes se sont produits à des moments différents, et la colonne militaire du FSLN est intervenue avec des retards et des difficultés considérables, si bien que l'armée somoziste a pu étouffer les soulèvements des villes un à un par des génocides commis en bombardant et en mitraillant la population civile.

Masaya, Leon, Jinotepe, Diriamba et finalement Esteli ont connu le feu et le massacre; il y



a eu entre 5 et 10 000 morts, et le nombre des blessés s'approche de 50 000 personnes.

Les intentions politiques de l'offensive générale du FSLN étaient d'accentuer l'isolement du régime somoziste et d'accélérer sa décomposition. Le Front sandiniste a appelé dès les premiers jours à la formation d'un gouvernement national constitué du groupe bourgeois appelé « groupe des douze », avec lequel le FSLN a des accords politiques, basé sur un programme de réformes sociales partielles et modérées, dans lequel les seules personnes à être menacées d'expropriation seraient Somoza et sa famille.

QU'EST-CE QUI MAINTIENT SOMOZA AU POUVOIR ?

Le régime somoziste a résisté aux formidables lock-outs organisés massivement par la bourgeoisie contre lui, à une succes-

sion d'actions violentes de masses, à des actions de guérilla parmi les plus spectaculaires de l'histoire, et finalement, à ce qui était presque une offensive militaire en règle. Si malgré tout ceci Somoza se maintient au gouvernement, cela s'explique par la fonction bien spécifique du somozisme dans la structure du pouvoir au Nicaragua. Somoza n'est pas seulement un dictateur latino-américain de plus et sa dynastie héréditaire n'est pas seulement une forme de gouvernement comme une autre, plus ou moins stable ou transitoire.

La formation de l'Etat bourgeois au Nicaragua à partir de l'indépendance face à l'Espagne a été lente et difficile. Les cou-

ches sociales dominantes ont vu plusieurs fois leurs projets politiques modifiés par les interventions impérialistes et l'agitation des paysans. La guerre civile effective ou latente était l'expression constante des divisions créées à l'intérieur de l'oligarchie par les heurts sociaux et des difficultés de constitution d'un Etat ayant le monopole de l'exercice de la violence.

La guerre sandiniste a détruit, dans les années 30, toute la faible structure antérieure de l'Etat. Celui-ci a dû être totalement reconstruit sous la protection de l'armée d'occupation nord-américaine. Le régime de Somoza est le produit de l'intervention contre-révolutionnaire nord-américaine; la forme et le contenu s'y confondent. C'est la première structure de pouvoir étatique bourgeois au Nicaragua à s'être maintenue de façon stable pendant une longue période depuis l'indépendance.

La Garde nationale, le clan économique et politique gigantesque de Somoza et de ses associés directs sont incrustés dans les principales institutions administratives, militaires, judiciaires... Leurs racines sont liées inextricablement aux fondements mêmes de l'Etat et ils ne tiennent debout qu'ensemble.

Quand l'énorme croissance du mouvement de masse précipite la crise politique au Nicaragua et que le régime de Somoza commence à voir s'éroder irréversiblement sa base sociale, c'est toute la structure du pouvoir qui est menacée de mort. La crise du somozisme est la crise de l'Etat et de ses institutions dans toutes leurs dimensions. Si Somoza ne tombe pas, malgré sa faiblesse, c'est parce que son régime a occupé tout l'espace politique. Il n'existe pas encore de solution de rechange pour le remplacer.

La crise du régime somoziste touche les racines mêmes du pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme au Nicaragua. Les masses nicaraguayennes, par leur lutte contre Somoza, traduisent et mettent à l'ordre du jour leurs propres revendications de classe, leur aspiration à la terre et au contrôle de leurs instruments de production.

La bourgeoisie et l'impérialisme veulent abandonner le somozisme et restructurer une forme plus stable de pouvoir, mais ils ne trouvent pas de solutions de rechange, même temporaires, qui ne menacent de renverser tout l'édifice du pouvoir.

La montée des masses précipite la décomposition du régime et fait éclater en morceaux les délais, les rythmes et les marges de manœuvre dont ont besoin la bourgeoisie indigène et l'impérialisme.

La révolution nicaraguayenne suit son cours et s'approfondit, bien que de façons déguisées. Beaucoup de circonstances se rejoignent pour cacher le caractère de classe de la lutte contre Somoza. Le Front sandiniste lui-même s'applique à couvrir

et à masquer devant les masses le caractère de « classe contre classe » que prend la crise. Son programme défend les rapports capitalistes de propriété, ses alliances avec des secteurs bourgeois et sa formule bourgeoise de gouvernement des « douze » font partie de la même dynamique.

Mais au milieu de tout cela la révolution nicaraguayenne suit son cours.

LES OPTIONS IMPERIALISTES FACE A L'OFFENSIVE DE SEPTEMBRE

Face à la gravité de la situation, l'impérialisme américain avait très peu de choix. La chute de Somoza précipiterait en profondeur une crise du pouvoir et mettrait à l'ordre du jour la nécessité de reconstituer complètement l'appareil d'Etat. Ceci obligerait l'impérialisme et la bourgeoisie à trouver une formule de pouvoir qui remplirait le vide que les masses tendraient sans aucun doute à remplir pour leur propre compte.

Théoriquement ce rôle pourrait être joué par une coalition incluant un secteur de l'armée qui n'aurait pas les mains tachées de sang, serait disposé à rompre avec Somoza et jouirait d'un certain degré de crédibilité auprès des masses par ses relations avec une partie de l'opposition bourgeoise.

Cette solution semblerait favorisée par la situation interne elle-même de la Garde nationale. Somoza de son côté a agi avec une très grande rapidité. Le 4 septembre, il avait déjà arrêté plus de 200 dirigeants de l'opposition bourgeoise et syndicalistes du FAO, et le 28 août, 85 officiers avaient été arrêtés et accusés de comploter contre Somoza.

Il est évident que Somoza, ménageant ses arrières, avait réussi à mettre en place un contrôle serré sur les corps d'officiers et les clans militaires.

Il faut ajouter que les massacres et les assassinats lors des derniers affrontements, ont per-

mis à Somoza de plonger dans le sang les mains des officiers normalement chargés de fonctions administratives internes.

Avec tout cela, la possibilité de former un gouvernement de coalition avec des militaires « propres » et un secteur de l'opposition est devenue impraticable. Le premier secteur d'opposition bourgeoise qui se serait risqué à une semblable aventure aurait souffert immédiatement le discrédit et le rejet les plus complets.

Une autre possibilité pour l'impérialisme était l'intervention militaire ouverte de troupes d'occupation. Cette menace continuera à peser continuellement sur la révolution nicaraguayenne en cours. Mais ce n'est pas une solution facile non plus. Ses coûts politiques sont énormes et ses conséquences imprévisibles. Non seulement l'impérialisme devrait s'affronter au rejet et à la mobilisation de ses propres masses comme cela s'est produit pendant la guerre du Vietnam, mais encore, une intervention militaire impérialiste, sous quelque couverture que ce soit, risquerait d'entraîner une crise politique généralisée de toute l'Amérique centrale, qui se trouve dans une situation déjà suffisamment instable et hautement explosive.

Dans cette alternative, l'impérialisme nord-américain s'est décidé pour la solution politiquement la moins coûteuse et la moins risquée : appuyer et soutenir Somoza, pour le moment du moins.

L'appui que l'impérialisme a octroyé à Somoza avait un sens militaire et politique dont les deux axes centraux étaient : causer le plus de dommages possible aux forces du Front sandiniste et infliger le plus de massacres possible à la population sous le couvert des affrontements armés. L'intention de base de cette stratégie terroriste sanguinaire était d'empêcher l'essor croissant des masses par un massacre qui les découragerait et d'atteindre en profondeur la force de frappe du Front sandiniste.

Cependant aucun de ces objectifs ne fut atteint. Dans toutes les villes, les forces du Front sandiniste ont réussi à se replier à temps, en conservant intact le gros de leurs effectifs, et le massacre a engendré l'indignation populaire, sans signes évidents ni de découragement ni de démoralisation.

Bien qu'en général le pays vive actuellement un moment de reflux des luttes, il s'agit fondamentalement d'une période de récupération des forces qui sera selon toute probabilité assez brève.

D'autre part le résultat des événements est une situation mille fois plus instable. La destruction de centaines d'usines et de magasins a précipité l'apparition d'un chômage subit et massif, le marché intérieur se restreint et le marché d'Amérique centrale est interrompu.

La fuite des devises a été massive et très rapide. Rien que le 2 septembre, 30 millions de dollars ont été retirés du système bancaire. Le régime somoziste a dû permettre à la bourgeoisie et à ses propres partisans de sortir leur argent du pays, étant donné que tenter de l'empêcher aurait créé une panique accélérant encore davantage sa décomposition interne.

Les conditions sociales du pays après l'offensive sandiniste créent une situation politique et sociale beaucoup plus explosive. Si Somoza et l'impérialisme pensaient gagner du temps avec les massacres, ce qu'ils ont réussi, au fond, c'est d'approfondir encore plus la crise du pouvoir bourgeois au Nicaragua.

LE SOUTIEN DES MASSES

L'offensive du Front sandiniste a bénéficié sur tous ses fronts de bataille de la sympathie, de la solidarité et du soutien complet des masses. Mais il s'agissait d'un soutien et d'une solidarité individuels, ni organisés, ni structurés, et de plus, la plupart du temps uniquement passifs. Les masses ne sont pas passées à l'action di-

recte, sauf dans des cas isolés et ponctuels. Aucune organisation spontanée n'a surgi, même de façon embryonnaire. Il n'existe aucun témoignage d'action indépendante des masses, pendant le conflit militaire. A Masaya et à Esteli, où les actions militaires du Front sandiniste ont rencontré le plus grand enthousiasme, on trouve à peine quelques indices d'organisation ponctuelle des habitants pour défendre quelques quartiers.

La popularité de l'offensive du Front sandiniste contraste fortement avec l'absence d'activité organisée des masses. Plusieurs raisons expliquent cette différence. D'abord, le contexte dans lequel a eu lieu l'offensive sandiniste est celui d'un lock-out patronal. Les ouvriers ont reçu leur salaire complet et ont été renvoyés chez eux.

Ensuite, le moment de l'insurrection a été choisi arbitrairement et délibérément par le Front sandiniste sans prendre en compte le niveau de développement de l'activité propre des masses.

La Révolution d'Octobre et le parti de Lénine nous ont laissé d'importantes leçons à ce sujet. Le moment de l'insurrection est d'importance vitale et se décide sur la base du développement de l'activité politique générale. C'est au moment culminant de l'action propre et autonome des masses que le parti révolutionnaire lance l'insurrection, en s'étant préalablement assuré que le développement des organismes propres du mouvement populaire permet de passer à l'offensive de façon organique et articulée.

Au Nicaragua, l'offensive sandiniste s'est produite au milieu d'une croissance des luttes, mais avant que celle-ci ne se généralise ou ait donné lieu à la formation spontanée d'organismes autonomes de classe.

Finalement, le type d'actions qui a lieu dans les villes laisse peu de place à la participation active et organisée des masses. Des commandos prennent des maisons et concentrent leur ac-

tion sur la récupération des armes dans la ville et sur la réalisation d'embuscades de francs-tireurs contre les forces de la Garde nationale.

LE FRONT SANDINISTE

Lors des récents événements, le FSLN est apparu au centre de l'action politique en cours et de l'attention internationale qui s'est tournée vers le Nicaragua. Aucune analyse du processus du processus révolutionnaire au Nicaragua ne peut être satisfaisante si elle n'étudie pas le FSLN et n'arrête pas la position à prendre à son égard. Il faut néanmoins expliquer qu'il est difficile de considérer le FSLN comme une unité achevée. Trois fractions apparaissent publiquement sous le drapeau et le nom du Front. Ceux qui sont connus comme «terceristes» sont principalement dirigés par Daniel Ortega, Victor Tirado et Humberto Ortega. Bien que normalement, ils ne se considèrent pas comme une tendance, mais comme le Front lui-même, dernièrement ils se sont donnés le nom de tendance insurrectionnelle. Les autres tendances sont celle de la Guerre populaire prolongée (GPP), dirigée fondamentalement par Henry Ruiz et Thomas Borge, et enfin la Tendance prolétarienne dont le principal dirigeant est Jaime Wheelock.

Bien que la Tendance prolétarienne exprime un certain mouvement de rupture avec la bourgeoisie, les différences de programme et de ligne entre les trois ne sont pas de nature à permettre d'accorder un crédit politique aux unes plutôt qu'aux autres.



Les «terceristes» sont ceux qui portent la responsabilité directe tant du soutien au groupe bourgeois des «douze» que de l'offensive militaire de septembre. Les autres tendances, bien que de façon subordonnée et peu enthousiaste, y ont aussi apporté leur collaboration active. La formule de gouvernement des «douze», proclamée aujourd'hui par les «terceristes», a été rapidement appuyée par la tendance GPP, bien que de façon «critique».

De nouvelles divisions sont actuellement en cours dans le Front, résultant d'évaluations contradictoires de l'offensive de septembre.

Pour le moment, néanmoins, les diverses fractions parviennent en général à des accords pratiques pour l'action. Aucune ligne n'est apparue qui se différencie de façon drastique par sa stratégie de l'appréciation commune du caractère fondamentalement démocratico-bourgeois du processus en cours. En partant de là et de la vision générale qu'ont les masses du sandinisme, il est possible de parler du Front sandiniste.

La révolution nicaraguayenne suit son cours sans que sa victoire ou sa défaite finales puissent être prévues par quiconque à partir de la situation actuelle des forces en présence. Le processus révolutionnaire s'achèvera-t-il par une catastrophe définitive pour le mouvement de masses à cause d'erreurs de la direction ? Ceci est un risque indiscutable et l'absence de direction révolutionnaire apparaît d'autant plus tragique que cette éventualité existe. De fait, et bien qu'elle ne représente pas

une défaite définitive, la plus grande tuerie de l'histoire du Nicaragua qui s'est produite, au cours des journées de septembre, est déjà le résultat d'une direction politique et militaire maladroite. Nous avons déjà montré quelques-uns des facteurs politiques qui ont placé l'offensive dans un cadre erroné. Les actions du FSLN se sont produites en marge et, dans une certaine mesure, au détriment des actions qui émanaient du mouvement de masses.

Mais, y compris du point de vue strictement militaire, l'offensive a été mal planifiée. Les colonnes, qui avaient le rôle objectif d'arrière-garde, ont bénéficié de la force militaire qui aurait été nécessaire à l'avant-garde, alors que celle-ci, dans les villes, est restée pratiquement sans moyens. Au Nicaragua, le gros des ressources de l'appareil militaire du Front aurait théoriquement dû être présent dans les villes qui ont combattu contre le gros des forces de Somoza avec des effectifs presque ridiculement petits. Ces ressources se trouvaient en fait dans les fronts opérationnels des zones frontalières et sont à peine entrées en action dans leur majeure partie.

L'ampleur des destructions et de la tuerie perpétrés par la GN ne pouvait manquer de stimuler d'importants réalignements politiques.

Actuellement, tous les états-majors du FSLN sont en plein processus de réévaluation de leurs activités et on entrevoit la possibilité de crises nées des divergences qui surgissent. Les centres de direction des villes entrent en conflit avec la direction nationale et dans certains secteurs on en arrive à remettre en question cette direction, produit d'un processus historique très complexe et jamais soumise à un contrôle démocratique de la base. Des lignes de rupture apparaissent sur la politique immédiate à adopter, centrées sur l'alternative entre la préparation de la suite de l'offensive militaire dans les plus brefs dé-

lais ou l'organisation du repli assorti d'une politique de relations plus étroites avec les masses.

La situation interne des forces organisées du sandinisme doit rendre les révolutionnaires encore plus prudents pour donner une préférence politique aux uns ou aux autres. La pression des masses et l'influence de la lutte de classes s'expriment aussi dans ces luttes idéologiques internes. Il ne pourrait pas en être autrement, même si c'est par des voies extrêmement détournées. Nous constatons, néanmoins, le fait regrettable qu'aucun secteur n'a tenté d'abandonner son appréciation sur le caractère démocratico-bourgeois du processus révolutionnaire en cours, ni sa ligne stratégique avant-gardiste.

LE SANDINISME, CAMP POLITIQUE DES MASSES

Malgré tout ce qui vient d'être dit, l'offensive du Front sandiniste, unie à la férocité de la répression menée à bien par le régime, l'état de décomposition de celui-ci, la popularité massive des actions du Front sandiniste, et le chaos social et économique qui en résulte, créent un changement qualitatif dans le panorama politique nicaraguayen.

Le sandinisme devient le camp général que les masses identifient comme le leur dans la lutte contre le régime somoziste.

Le Front sandiniste n'est pas encore une organisation de masse, tout comme le mouvement du 26 juillet, à Cuba, ne l'a jamais été réellement non plus.

Ce n'est pas une organisation de masse en ce sens que les masses n'accourent pas à lui pour s'organiser politiquement en son sein. La structure du Front sandiniste et le sandinisme inorganisé des masses expriment la contradiction entre la crise de direction révolutionnaire, jointe à des déficiences organiques du mouvement de masses lui-même et à l'abandon historique



des directions des organisations de classe nicaraguayennes face à leur responsabilité d'offrir une direction de classe, et la décomposition profonde du pouvoir bourgeois. L'essor du mouvement de masses n'a pas encore trouvé ses formes organiques d'expression, en grande partie parce que les directions syndicales et le stalinisme n'ont pas rempli cette tâche. Quand il trouvera ces formes, étant donné les conditions politiques actuelles, aussi complexe que soit le chemin, ce sera en relation avec le sandinisme ou en son sein.

La crise de direction révolutionnaire s'exprime aussi dans les rangs sandinistes eux-mêmes, divisés publiquement en trois secteurs ou tendances.

L'absence de direction adéquate prend des formes douloureuses et terriblement coûteuses pour les masses. Mais elle ne supprime pas la putréfaction profonde du régime, laquelle continue d'engendrer les conditions dans lesquelles il reste possible de surmonter la crise de direction révolutionnaire.

Les structures et les effectifs organisés du Front sandiniste de libération nationale sont mille fois plus restreints que le sandinisme large des masses nicaraguayennes, encore désarticulé et informe. La direction nationale du Front sandiniste elle-même, quelque soit la fraction concernée, est très loin d'avoir le prestige et la reconnaissance populaire qu'avait Fidel Castro, par exemple, à Cuba. Mais le sandinisme est une attitude généralisée des masses et le Front sandiniste est l'organisation qui capitalise politiquement cette attitude.

Dans ce contexte, et indépendamment de son programme, de ses alliés et de ses formules de gouvernement, le Front sandiniste s'affirme de plus en plus comme le camp général à l'intérieur duquel les masses choisiront de combattre pour approfondir le cours de la révolution. Depuis les derniers événements, il n'existe plus que deux camps

dans le combat au Nicaragua, celui de Somoza et de l'impérialisme, et celui du Front sandiniste de libération nationale.

Ceci ne veut pas dire que dans le camp du sandinisme il n'y a que la révolution. Au contraire, le programme, les alliances et les formules de gouvernement des sandinistes sont des dangers notables, peut-être mortels, pour la révolution. La contre-révolution apparaîtra et devra être combattue aussi dans le camp du sandinisme. Mais il est chaque fois plus évident que les développements récents au Nicaragua ont montré que les masses voyaient le camp sandiniste comme le terrain à l'intérieur duquel elles combattraient pour leurs revendications. Dans chaque grève, dans chaque mobilisation étudiante, dans chaque manifestation, dans chaque affrontement de classe, les masses choisissent le drapeau du sandinisme pour exprimer leurs aspirations les plus immédiates. Quand des morts se produisent lors d'affrontements dans lesquels le Front sandiniste n'a rien à voir, les cadavres sont enterrés enveloppés dans le drapeau du FSLN, symbole éloquent du terrain, du camp politique dans lequel les masses entendent que soient morts ceux qui luttaient pour les plus élémentaires revendications de classe.

Cette situation est déterminante pour les révolutionnaires au Nicaragua et dans le monde. Indépendamment de la direction et de son programme, de ses alliances et de ses formules de gouvernement, nous, les révolutionnaires, nous nous plaçons de façon décidée et inconditionnelle dans le camp du Front sandiniste, le soutenant contre le somozisme et l'impérialisme (et aussi contre la bourgeoisie, de laquelle il tend à se rapprocher). Nous nous opposons à ses alliances et à son programme, nous luttons au contraire pour un gouvernement ouvrier et paysan et pour le socialisme, mais à l'intérieur du camp que les masses considèrent comme le leur.

LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

Il a été discuté pour savoir si peut-être le changement actuel de la situation ne mettait pas à l'ordre du jour le mot d'ordre de gouvernement « *tout le pouvoir au Front sandiniste sans bourgeois* ».

Les mots d'ordre que nous, les révolutionnaires, lançons, lorsqu'ils se réfèrent à des organisations auxquelles nous n'accordons pas de crédit politique, sont déterminés en fonction, tant du rôle que jouent ces organisations dans le regroupement même de la classe ouvrière, que des responsabilités directes qu'elles ont en face des masses, en raison d'un pouvoir à portée de leurs mains.

Aucune de ces circonstances ne s'applique au Front sandiniste. Centre de sympathie et de solidarité, le Front n'est pas encore l'axe d'organisation des masses. Le problème du pouvoir et du gouvernement n'est pas encore non plus déterminé par les décisions correctes ou incorrectes du Front sandiniste. Mais ce qui est le plus décisif, c'est qu'un mot d'ordre concret de gouvernement ne peut précéder le mouvement organisé et autonome des masses. « *Gouvernement ouvrier et paysan* » est un mot d'ordre général, correct et adapté à la propagande, montrant le caractère de classe du processus. Il est évident que nous devons lui donner plus de contenu concret. Mais cela n'a aucun sens de déterminer avant l'initiative organisée des masses la concrétisation que celles-ci donneront au mot d'ordre général qui exprime leur propre aspiration au pouvoir.

La tendance « terceriste » du Front sandiniste est la seule qui concrétise son mot d'ordre de gouvernement et celui-ci est... bourgeois !

La formule de gouvernement des « douze » avancée par les « terceristes » a une énorme importance politique. Elle masque le caractère de classe, révolutionnaire du processus en cours. Elle exerce un effet néfaste sur le processus révolutionnaire dès maintenant et pas

seulement si les «douze» parviennent au gouvernement. Elle signifie que le camp de lutte auquel les masses identifient leurs intérêts et leurs aspirations, le sandinisme, présente aux masses comme solution de rechange au pouvoir, une formule de gouvernement bourgeois, respectueuse des rapports capitalistes.

Les «douze» sont plus encore, ils sont les éléments d'un lien direct avec le reste de la bourgeoisie d'opposition, avec l'impérialisme et les bourgeoisies latino-américaines. Ils sont le pivot de toutes les manœuvres qui menacent toute aile révolutionnaire possible du Front sandiniste.

L'impérialisme cherche à couper la dynamique révolutionnaire présente dans l'action des masses. Un gouvernement des «douze» ne pourrait être qu'un recours désespéré, le dernier pouvant freiner le cours de la révolution. Les «douze» ne représentent aucune réelle force politique organisée, ils reçoivent exclusivement leur poids du fait qu'ils sont les porte-voix politiques que les sandinistes ont adopté.

Pour le Front sandiniste, le groupe bourgeois des «douze» est la «preuve de bonne volonté», ni communiste, ni révolutionnaire, de leurs intentions. Ils ne servent que de pont entre le FSLN et l'ensemble de l'opposition bourgeoise.

La formule du Front sandiniste de gouvernement des «douze» n'aurait d'actualité que face à un effondrement total de la garde nationale. Même alors, elle ne servirait qu'à permettre au Front sandiniste d'échapper à la responsabilité éventuelle d'un gouvernement de classe.

Si Somoza n'est pas tombé, ce n'est pas grâce à sa propre force, mais parce que la faiblesse des structures du pouvoir au Nicaragua font de Somoza une pièce encore irremplaçable. Cela veut dire que les efforts pour le renverser devront être beaucoup plus importants. Le temps qu'a cru gagner l'impérialisme avec le massacre du septembre noir nicaraguayen s'est

transformé en un silence pesant et menaçant, annonciateur de grandes explosions.

Les formules de médiation et de conciliation, l'intervention de l'Eglise ou de l'OEA, les propositions de changements et les promesses d'action, tout cela n'est qu'un barrage de fumée peu efficace. La crise du régime continue de s'aiguïser en profondeur. Selon toute probabilité, l'impérialisme se verra obligé de le remplacer à brefs délais, mais il est possible que Somoza ne soit pas suffisamment soumis et raisonnable pour agir docilement en accord avec les changements et les caprices impérialistes. Il est probable qu'il ne le sera pas, si on tient compte des proportions monstrueuses de l'empire économique qu'il doit défendre, pour lui et pour ses laquais. Il est dès lors possible que l'impérialisme doive, pour se débarasser de Somoza, l'assassiner, lui, son fils, son frère, son oncle, ainsi que toute sa famille et ses proches les plus importants. C'est ce qui est arrivé à toute la famille du dictateur Diem au Vietnam, quand l'impérialisme l'a jugé nécessaire.

L'AGONIE DU SOMOZISME ET LES TACHES REVOLUTIONNAIRES

C'est aux socialistes révolutionnaires de faire tous les efforts pour détruire les obstacles qui masquent le caractère de classe de la lutte populaire contre le régime somoziste au Nicaragua. Il faut lutter pour la dissolution de la Garde nationale et pour le développement de milices populaires qui défendraient la révolution contre les tentatives militaires impérialistes. Il faut impulser le mouvement pour une assemblée constituante populaire et souveraine, contre toutes les formules provisoires de gouvernement élaborées dans le dos des masses et qui prétendent se substituer à Somoza sans aucune référence, même formelle, à la volonté populaire.

Le gouvernement qui remplacera Somoza doit être un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement représentant exclusivement les intérêts des opprimés. Seul un tel gouvernement expropriera les propriétaires fonciers et distribuera la terre

aux paysans, prendra le monopole du système bancaire et du commerce extérieur, expropriera non seulement les propriétés de Somoza, mais aussi celles d'Alfredo Pellas et du groupe bancaire d'Amérique, celles des financiers liés au consortium Julio Martinez et au Banic, ainsi que les mines d'or qui sont aux mains d'impérialistes comme Bonanza et Siuna.

Aucune des fractions publiques du Front sandiniste ne défend ces revendications. Mais dans la lutte contre Somoza, le sandinisme devient l'attitude générale des masses qui, sous une forme encore désarticulée, ont choisi le camp de la lutte contre le régime. Nous aussi, nous nous situons sur ce terrain, sans cesser de lutter pour notre programme, et sans cesser de dénoncer les alliances bourgeoises du sandinisme, surtout dans le cas du courant «terceriste», qui est numériquement le plus important.

Tout en prenant parti pour le Front sandiniste dans la guerre civile dont la première bataille s'est soldée par l'assassinat de 10000 personnes par la Garde civile, les révolutionnaires fondent leur stratégie et leur action politique sur l'action et l'organisation indépendantes des masses, reliant la lutte contre Somoza aux revendications sociales les plus profondément ressenties par toutes ces couches.

L'impérialisme cherche et tente d'imposer des solutions de rechange sans aucune garantie de les trouver dans les délais nécessaires. Somoza, pendant ce temps, s'accroche au pouvoir et mène au sein de la Garde nationale une purge policière qui ne manquera pas de créer des divisions. L'opposition bourgeoise se trouve dans une impasse, impuissante, sans possibilité réelle de négocier avec le régime sans perdre son prestige, et sans moyens de mener des actions contre lui sans précipiter un mouvement qu'elle serait incapable de contrôler.

Malgré le massacre des journées noires de septembre, les insuffisances organisationnelles des masses et la crise de direction révolutionnaire elle-même, la révolution nicaraguayenne suit son cours.



Eurocommunisme

Léninisme, social-démocratie et eurocommunisme

Débats dans le mouvement ouvrier italien

*Les partis « eurocommunistes »
sont en position incontestablement plus difficile
qu'il y a deux ans. Avant son congrès, prévu, comme celui
du PCF, en 1979, le PCI, toujours audacieux, cherche à « innover »...*

Livio MAITAN

● La période des vacances et les premières semaines de la rentrée ont été marquées en Italie par des polémiques sur des questions politiques et théoriques majeures dont les principaux protagonistes ont été les secrétaires du PSI et du PCI. C'est surtout la polémique sur le léninisme et la « troisième » voie qui a provoqué les débats les plus animés et les prises de positions les plus significatives.

Les thèses défendues durant ces débats méritent d'être analysées beaucoup plus sous l'angle de leur portée politique et de leur finalité tactique que sous celui de leur valeur théorique intrinsèque, pratiquement inexistante. Il ne faut donc pas oublier le contexte objectif, caractérisé par des tensions et des conflits sociaux qui restent très âpres et par un équilibre relatif des classes antagonistes, dont le rapport de forces n'a pas subi de changements qualitatifs, malgré l'usage que la politique d'unité nationale et d'austérité a impliqué aussi bien pour le Parti communiste que pour les organisations syndicales. C'est dans ce contexte qu'il faut situer, entre autres, le « nouveau » projet du Parti socialiste sous la direction de Craxi, qui mise sur un relancement du parti par un rapprochement au « socialisme euro-

péen » et par une différenciation plus nette du PCI sur la base d'une critique faisant flèche de tout bois, à savoir combinant sans trop de scrupules des arguments traditionnels de droite et des arguments prétendument de gauche.

Quant aux politiciens et aux intellectuels bourgeois, ils exploitent ces polémiques pour exiger du PCI des « garanties » supplémentaires de fidélité à la « démocratie » et des révisions de plus en plus poussées de son héritage idéologique. Ceux qui, tout en acceptant la politique d'unité nationale, veulent en limiter la portée, s'efforcent de démontrer que le PCI reste, malgré tout, un parti qualitativement différent des autres, qui ne saurait être admis au jeu de l'« alternance » démocratique. D'autres, plus conscients du rôle de stabilisateur que le PCI peut jouer même à long terme, multiplient les mises en demeure dans le but de le pousser à une intégration systématique et de lui enlever tout mordant idéologique tant soit peu révolutionnaire. « Il ne serait absolument pas utile qu'il se produise un renversement du processus en cours avec un retour du PCI au stalinisme ou au dogmatisme marxiste-léniniste » a déclaré récemment à New-York le responsable des rapports internationaux de la DC, Granelli.

LES THEORIES « NOUVELLES » DE CRAXI

Le premier round du débat sur le léninisme remonte au commencement d'août. Dans une entrevue au quotidien socialiste indépendant *La Repubblica*, Berlinguer déclare : « Si en parlant de léninisme (ou de marxisme-léninisme), on veut parler d'une sorte de manuel de règles doctrinaires conçues statiquement, d'un bloc de thèses figées dans des formules scolastiques qu'on devrait appliquer sans critique en toutes circonstances de temps et de lieu, on ne rendrait pas du tout justice à Lénine (ni à Marx)... Nous ne sommes pas léninistes dans ce sens ». Mais est-ce que quelqu'un est disposé à admettre son appartenance à une telle catégorie de « léninistes » ?

Après avoir affirmé que pour sa part il était favorable à reformuler l'article du statut du PCI qui parle de « marxisme-léninisme », Berlinguer poursuit en précisant qu'il considérait encore comme valable et vivante « la leçon que Lénine nous a donnée en élaborant une véritable théorie révolutionnaire, c'est-à-dire en dépassant l'orthodoxie de l'évolutionnisme réformiste, en examinant le moment subjectif représenté par l'initiative autonome du parti, en combattant le positivisme, le matérialisme vulgaire, l'athéisme messiani-

que propre à la social-démocratie et en ouvrant, par contre, une brèche aux forces prolétariennes du renouveau et de la libération qui luttait en Russie et dans le monde entier». En 1917 Lénine avait, d'ailleurs, envisagé la possibilité d'un passage pacifique au socialisme avec la présence de différents partis et il avait conçu le socialisme «comme la société qui devait réaliser la plénitude complète de la démocratie». Après avoir polémique avec le PSI, qui aurait tendance à apparaître «comme un point de référence d'une aire néo-libérale, néo-social-démocrate et même ultra-gauche», il conclut en réaffirmant que le PCI est aussi bien contre la voie social-démocrate que contre la voie des pays du «socialisme réel» et considère possible et nécessaire une troisième voie, celle de la transition démocratique au socialisme (1).

Craxi accepte le défi et répond une vingtaine de jours plus tard dans l'hebdomadaire *L'Espresso*. L'idée principale de son article est que toute l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier est caractérisée par l'existence et l'opposition de «deux grands courants», à savoir les «étatistes, autoritaires et collectivistes» d'un côté, et les anti-étatistes, libertaires et non-collectivistes de l'autre. Pour attaquer le premier courant et exalter le deuxième, dans lequel s'intègre le PSI, Craxi n'hésite pas à mobiliser pêle-mêle, non sans avoir recours à la méthode bien connue des citations hors contexte, Proudhon, le jeune Trotsky, Rosa Luxembour, Plekhanov, Martov, Volodia Smirnov, Isaac Deutscher, Carlo Rosselli, Norberto Bobbio, Milovan Gilas, Gilles Martinet et... les frères Cohn Bendit (nous nous excusons si nous avons oublié quelqu'un !). Le courant représenté par le communisme léniniste - auquel, d'après Craxi, le PCI reste lié - est «organiquement totalitaire» et ne peut qu'être combattu par le socialisme qui est «démocratique, laïc et pluraliste». D'où la conclusion, explicitée dans les polémiques qui ont suivi la parution de l'article, selon laquelle le PCI peut être accepté comme partner dans un

gouvernement ou une coalition parlementaire d'union nationale, mais ne pourrait pas l'être comme parti de gouvernement alternatif ni comme associé du PSI dans une alternative au régime existant. Enfin, contrairement à ce que prétend Berlinguer, il n'y a pas de troisième voie : les voies ne sont que deux, celles du communisme «totalitaire» et celle du socialisme «démocratique».

On comprend que de tels arguments aient été largement repris par la grande presse bourgeoise et la télévision. Même des personnages ou des partis, qui ne sont certainement pas des spécialistes en léninisme, ont participé au tapage en s'alignant derrière le secrétaire socialiste (qui a été, par contre, critiqué par certains membres connus de son parti - dont De Martino et Achilli -, tandis que d'autres - Signorile et Lombardi -, appartenant à la gauche qui soutient Craxi, se sont limités à mettre quelques points sur les i).

Le PCI réagit avec prudence, en mettant l'accent sur le danger que de telles polémiques ne provoquent une rupture entre les deux partis ouvriers. *Rinascita*, hebdomadaire du parti, dénonce à juste titre la méthode employée par Craxi dans le choix de ses sources : «de tels procédés sont aptes à entraîner des commandos de paras, mais pas à faciliter le débat culturel, la confrontation des idées, la démocratie politique et le pluralisme» (2). Ensuite, la revue intervient avec un éditorial titré : «Le léninisme, la démocratie, le communisme italien», en soulignant, entre autres, que «depuis la fondation de notre parti, à tort ou à raison, des manifestations explicites ou implicites de désaccord et des affirmations d'autonomie ont marqué notre adhésion à la IIIe Internationale».

Glissons sur une façon d'écrire l'histoire qui n'a rien à envier à la méthode désinvolte de Craxi que *Rinascita* condamne. Ce n'est pas la première fois, et l'on peut parier que ce ne sera pas la dernière, que des scribes du PCI veulent nous faire croire que Togliatti n'a jamais été stalinien ou que le PCI n'a

jamais entendu parler de troisième période ou de social-fascisme. Ce qui nous intéresse surtout ici, c'est que l'éditorial confirme la conception de la troisième voie et explique que «l'adhésion à la méthode démocratique est un point commun aux deux courants les plus importants du socialisme européen». Ce point commun, ne pourrait-il pas aider à esquisser une «troisième voie»? Quant aux formes concrètes éventuelles de cette troisième voie, nous restons sur notre faim. L'auteur de l'article, Badaloni, nous explique que «les tâches politiques qui se posent à la classe ouvrière dans une phase de transition peuvent être résumées dans un projet de réduction progressive des fonctions sociales des vieilles classes dominantes (ce qui ne signifie pas diminution de leur volonté de commandement); capable de produire une contraction de leur nécessité et utilité sociale». Au delà des expressions délibérément nébuleuses, c'est le gradualisme le plus vulgaire qui nous est présenté. Rien d'original par ailleurs : la social-démocratie elle aussi a contribué plusieurs fois à des évolutions du rapport de forces en faveur des classes exploitées dans le cadre de la société capitaliste. Le PCI veut faire - et a déjà fait de longues années durant - exactement la même chose.

Notons, en passant, que des intellectuels, avec qui le PCI aime dialoguer, se sont placés ouvertement du côté de Craxi. C'est le cas, par exemple, de l'intellectuel de «l'aire socialiste» Bobbio qui a écrit que la troisième voie n'existe pas et que, si l'on n'accepte pas la voie de l'URSS et du «socialisme réel», il n'y a pas d'autre choix que celui de la social-démocratie «qui fait ce qu'elle peut... dans les limites de la méthode démocratique qu'elle déclare vouloir appliquer» (*La Stampa*, 3 septembre). C'est sur le même terrain que s'est placé Lucio Colletti qui, question d'âge à part, veut gagner le titre de «nouveau philosophe italien». Après s'être débarrassé du fardeau du matérialisme, de la théorie de la valeur et d'autres bagatelles, il affirme maintenant

qu'il ne faut pas chercher une troisième voie et il fait l'éloge de la « gauche européenne » qui, contrairement à la gauche italienne, a compris depuis longtemps que le système le plus praticable est celui de la dite économie mixte, à savoir d'une économie à deux secteurs, public et privé, tenus ensemble par des formes de programmation économique. Pas de bavardages, - conclut-il - sur la nécessité de « sortir au dehors » du système ! (3).

TOURNANT A GAUCHE DE BERLINGUER

Cela a été un choix tactiquement habile de la part de Berlinguer que d'intervenir dans le débat par un discours prononcé devant des centaines de milliers de personnes. Il a pu ainsi démontrer qu'il est prêt à affronter même les sujets les plus délicats devant les masses et en même temps combiner le débat théorique et historique avec la définition ou la redéfinition des nécessités et des perspectives politiques à court terme.

Berlinguer est de toute évidence très conscient des difficultés que son parti connaît depuis un certain temps, de l'usure qu'il subit, des dangers qui découlent aussi bien de la fin des illusions dans le modèle soviétique que de la situation des PC de l'Europe capitaliste. C'est pourquoi il a beaucoup insisté sur l'identité du parti en esquissant en même temps une attitude moins souple face au gouvernement Andreotti et à la Démocratie chrétienne.

Il s'est préoccupé, tout d'abord, de réaffirmer la légitimité historique de la fondation des partis communistes et de la rupture avec la social-démocratie. Entre les PC et les partis socio-démocrates - a-t-il dit - il y a une différence essentielle : alors que le choix de la voie démocratique n'implique pas de la part des communistes une renonciation « au contenu anticapitaliste de leur lutte politique et de leur bataille idéologique, le donné commun à toutes les social-démocraties reste la renonciation à lutter pour sortir du capitalisme et pour transformer dans un sens socialiste les bases de la société ».

L'argument n'est pas nouveau : Togliatti l'avait souvent utilisé lors des débats qui ont suivi le XXe Congrès du PC de l'Union soviétique. Il s'agit, en tout cas, d'un argument doublement faux :

1. parce que les partis socio-démocrates classiques n'avaient pas, sur le papier, renoncé à « sortir du capitalisme », mais ils avaient expliqué qu'il était possible et nécessaire de le faire par voie démocratique et parlementaire, par des « approximations successives » (dans un langage



cher à Berlinguer, on pourrait dire la conquête progressive d'« éléments de socialisme » dans le cadre du régime existant);

2. parce que les proclamations idéologiques ne suffisent absolument pas à garantir que le PCI ne s'intègre pas, lui aussi, dans une logique de rationalisation réformiste du système, cela d'autant plus que le « passage au socialisme » est envisagé pour un avenir indéterminé, malgré les affirmations sur l'urgence de

trouver des solutions aux problèmes dramatiques posés par la crise globale du capitalisme.

Toutefois, il est important du point de vue politique que Berlinguer ait éprouvé le besoin de revendiquer l'identité du parti par rapport à la social-démocratie et de déclarer avec force qu'il n'était pas disposé à faire des concessions sur le terrain de certains principes de base et à procéder à des « reniements historiques ». Il est non moins important qu'au moment où il répétait qu'il fallait choisir une troisième voie - différente de celle de la social-démocratie et du « socialisme réel », il faisait, pour ainsi dire, un choix de camp en ce qui concerne l'Union soviétique, en se refusant à mettre sur le même plan, historiquement, l'expérience de la social-démocratie et celle de la Révolution d'Octobre et de l'URSS. Dans la dernière partie de son discours le secrétaire du PCI a durci un peu son attitude face au gouvernement et à la DC : il faut que des décisions concrètes soient prises, que la DC clarifie son attitude, que « le fardeau de l'assainissement et de la rénovation ne soit pas supporté uniquement par la classe ouvrière dans l'immobilité de tout le reste de la société ». En même temps, il a lancé un cri d'alarme : le problème se pose, d'une façon plus aiguë, du sort « d'énormes masses de jeunes et de femmes, de populations de communes, de zones agricoles et de montagnes dans leur ensemble, de sous-prolétaires et de déshérités de toutes sortes dans chaque ville de notre pays... Le danger existe que des parties importantes de ces masses et de ces aires sociales soient victimes d'opérations réactionnaires, ne fût-ce qu'après avoir vécu des expériences frustrantes de rébellion pure et simple ». Ce que Berlinguer semble ignorer est qu'un tel risque s'est accru sensiblement justement à cause de la politique de son parti.

Les mises au point du discours de Gênes n'ont en aucune façon impliqué un tournant du PCI. Le PCI non seulement continue à soutenir le gouvernement Andreotti, mais il s'effor-

ce en même temps de présenter sous un jour favorable le bilan de ce gouvernement. Dans le débat de ces dernières semaines sur la plateforme pour la rénovation des contrats, notamment celui des métallos, le PCI et son courant syndical se sont battus pour limiter à l'extrême les revendications salariales et pour vider de son contenu toute revendication concernant la réduction des heures de travail. Mais justement parce qu'il est décidé à poursuivre sa politique et à maintenir sa stratégie de compromis historique, s'il veut sauvegarder l'homogénéité de ses militants, être en condition de les mobiliser effectivement et ne pas courir le risque d'un rétrécissement de son influence électorale, le PCI a besoin de réaffirmer ses raisons d'être, son identité, et de valoriser tout ce qui peut apparaître comme un élément de force spécifique de sa stratégie politique.

LES RENCONTRES DE PARIS, MOSCOU ET BELGRADE

C'est dans une telle perspective qu'il faut situer aussi le voyage que Berlinguer a fait récemment en France, en URSS et en Yougoslavie (de même que les voyages projetés à des échéances rapprochées).

Les dirigeants du PCI sont convaincus que leur stratégie, pour apparaître crédible, doit avoir une dimension européenne. D'où leurs élaborations sur la nécessité de transformer le Marché commun, sur l'utilisation des organismes communautaires, etc.; d'où leur effort pour la formation d'un bloc de partis dits eurocommunistes. Or, au moment où les problèmes du continent vont se poser devant les larges masses à l'occasion des élections au Parlement européen, les PC risquent de mettre à nu une faiblesse sérieuse. Non seulement ils auront beaucoup moins de suffrages que la social-démocratie, mais ils se présenteront profondément divisés. En effet, à une réunion récente, quatre positions se sont exprimées : celle du PCI pour la participation active au Marché commun et aux élections, et en faveur de l'élar-

gissement de la CEE à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal; celle du PCF, qui participe aux élections, mais qui est opposé à l'élargissement; celle du PC anglais qui est pour le retrait de la Grande-Bretagne de la CEE; celle du PC irlandais qui est pour le boycott des élections. Il n'y a pas de quoi se féliciter. Berlinguer veut limiter les dégâts, en cherchant un accord minimum avec le PCF. A en juger par le communiqué final sur sa visite à Paris, la base de l'ac-

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

- no 32 : appel du fils de Boukharine pour la réhabilitation de son père et une longue interview d'Hugo Blanco après le succès électoral des révolutionnaires au Pérou (6 juillet).
- no 33 : numéro spécial Dixième anniversaire de l'invasion en Tchécoslovaquie (20 juillet).
- no 34 : 40e anniversaire de la IVe Internationale; la crise en Indochine; la politique extérieure de Cuba (21 septembre).
- no 35 : Iran : la crise du régime, Nicaragua : à bas la dictature; Pérou : Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir, discours de Hugo Blanco à Tacna (5 octobre).
- no 36 : Moyen-Orient : de Camp David à Beyrouth; Iran : le développement du mouvement de masse contre la dictature du Shah; France : depuis la défaite électorale de la gauche; contre le Plan Barre III ! contre l'austérité !; Grande-Bretagne : Callaghan et Ford contre la classe ouvrière; Vietnam : trois ans après la victoire, quelques problèmes de la révolution vietnamienne; Femmes : création de la Ligue socialiste des femmes au Japon; Document : le deuxième tome des œuvres de Trotsky est paru - la déclaration des quatre du 26 août 1933.

cord résiderait dans un effort de concentration de la propagande électorale sur des axes communs et dans l'organisation d'initiatives communes des deux partis, dont on n'a pas encore précisé les termes.

A Moscou, Berlinguer pouvait esquisser un marchandage suffisamment concret. Le PCI ne peut faire abstraction de l'existence de l'URSS, facteur majeur dans le jeu politique mondial. L'Etat-guide et le « modèle » du socialisme appartiennent désormais à un âge ré-

volu. Mais la réalité de l'URSS reste et les dirigeants du PCI - le discours de Gênes l'a indiqué encore une fois - considèrent que, sur le plan historico-stratégique, non seulement la Révolution d'Octobre, mais aussi ce qui reste de cette révolution représente, somme toute, un élément de force et non de faiblesse pour les PC tels qu'ils sont. D'où l'intérêt d'établir un *modus vivendi* qui, après le discours de Gênes, pouvait être discuté avec plus d'aisance. Le fait que Moscou ait confirmé qu'elle ne remettra pas en question le cadre des rapports entre partis communistes fixé à la Conférence de Berlin de 1976 et qu'elle approuve la stratégie d'ensemble du PCI, indique que des progrès ont été faits dans une telle direction.

Enfin, le voyage de Belgrade a permis de mettre en évidence un autre volet de l'approche des problèmes du mouvement communiste international par le PCI. Le PCI réaffirme qu'il est prêt à maintenir des rapports amicaux avec tous les PC, indépendamment des divergences qui existent, et à renouer les liens brisés par le passé, notamment avec le PC chinois. C'est parfaitement dans la logique des « voies nationales » et il serait erroné d'interpréter toute démarche d'ouverture envers Pékin comme un acte de rupture ou de prise de distance par rapport à Moscou. Dans une entrevue récente, Pajetta a dit explicitement : « je me refuse à croire que les rapports qui existent entre le PC chinois, la Roumanie et la Yougoslavie puissent être considérés comme une conspiration antisoviétique ou qu'ils soient dirigés contre l'URSS ». Pour le PCI, d'ailleurs, le voyage de Hua Kuo-feng en Europe a été un événement « positif » (*Corriere della sera*, 10 octobre).

DIFFICULTES ET CONTRADICTIONS DE L'EUROCOMMUNISME

Par rapport à il y a deux ans, les partis de l'eurocommunisme se trouvent incontestablement dans une situation plus difficile. A l'époque, ils pouvaient se présenter comme une alternative

crédible à court terme pour de très larges secteurs des masses, dans des pays décisifs. En Italie, le PCI avait élargi davantage son influence et remporté des succès électoraux retentissants. En France, la victoire de l'Union de la gauche semblait tout à fait possible, voire très probable : le PCF pouvait espérer y jouer un rôle important en confirmant sa position hégémonique dans la classe ouvrière. En Espagne, le PCE récupérait sa légalité dans une atmosphère d'euphorie et pouvait espérer légitimement acquérir un poids décisif dans le prolétariat et les autres masses exploitées. Aujourd'hui le PCI subit une usure évidente et est incapable de combiner sa propre stratégie avec la politique modérée du gouvernement Andreotti, qui s'efforce de surmonter la crise économique aux frais exclusifs de la classe ouvrière. Le PCF paie beaucoup plus que le PS le prix de la défaite électorale de l'Union de la gauche, perd du terrain chaque jour y compris dans la classe ouvrière et s'est condamné pour l'instant à un repli sectaire. Le PCE est apparu considérablement plus faible que le PSOE sur le terrain électoral et il n'a pas gagné beaucoup de prestige par son soutien chaleureux au Pacte de la Moncloa. En outre, comme nous l'avons déjà mentionné, des divergences importantes ont surgi entre les partis eurocommunistes sur des problèmes importants, comme l'extension de la Communauté européenne. Des échanges polémiques très vifs ont eu lieu, notamment, entre le PCF et le PCE.

Il est possible que certaines difficultés conjoncturelles soient surmontées et qu'une certaine homogénéisation se précise en matière de formulations idéologiques générales (par exemple, en ce qui concerne le dépassement de la formule « marxisme-léninisme »). Les prochains congrès du PCI et du PCF, prévus pour 1979, fourniront, d'autre part, des éléments d'appréciation supplémentaires et pourront marquer une nouvelle étape dans la longue marche du « renouveau » des PC, à savoir de leur adaptation aux

conditions nationales et internationales nouvelles dans lesquelles ils opèrent.

Mais dès maintenant il est clair qu'en particulier le PCI, qui a été l'initiateur du « cours nouveau » à partir de 1956 et est apparu comme le principal inspirateur de l'eurocommunisme, est marqué par des contradictions qui, en gros, peuvent être synthétisées comme suit :

- l'autonomie par rapport à l'URSS et la critique adressée à sa direction ont assuré des avantages tactiques conjoncturels, mais en même temps impliquent le danger que s'estompent l'identité du parti par rapport à la social-démocratie;

- l'abandon du « modèle » du « socialisme réel » permet de ne pas assumer la responsabilité des crimes et des fautes de la bureaucratie soviétique, mais en même temps il comporte un affaiblissement de perspective stratégique dans la mesure où le parti ne peut plus faire référence à un exemple concret et se limite à avancer des hypothèses, le plus souvent assez vagues et fumeuses, qui, de surcroît, s'approchent des conceptions social-démocrates traditionnelles, dans la mesure où elles se précisent;

l'intégration de plus en plus poussée dans les institutions de la démocratie bourgeoise et dans l'appareil d'Etat au sens strict accroît l'influence du parti dans tous les domaines et lui permet de peser davantage dans le jeu politique « normal »; mais cela entame sérieusement sa capacité d'apparaître comme une alternative crédible aux masses les plus frappées par la stagnation économique et par la crise prolongée du système; son attitude face au gouvernement Andreotti et à sa politique d'austérité ne peut qu'accroître cette difficulté;

- la force d'attraction du projet eurocommuniste du PCI réside aussi dans l'esquisse

d'une alternative au niveau européen. Mais au fur et à mesure que leur intégration dans le système s'accroît, d'une façon directe ou indirecte, des responsabilités de gouvernement, les PC subissent le conditionnement des nécessités spécifiques de leurs propres bourgeoisies et, de même que les partis socio-démocrates, ont tendance à se différencier entre eux en rapport aux différenciations des bourgeoisies « nationales » ou de secteurs de ces bourgeoisies.

Il est donc facile de prévoir que dans les mois et les années qui viennent, il y aura pas mal de polémiques dans le mouvement ouvrier et dans le PCI, sur le léninisme, la « troisième voie » et d'autres sujets...

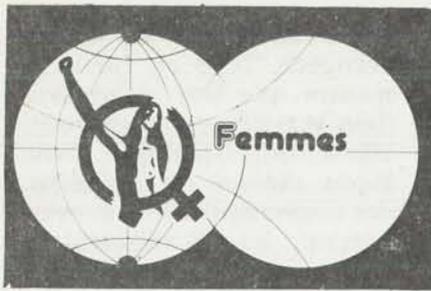
23 octobre 1978

Notes

1) Berlinguer a dit aussi dans son entrevue : « Lénine a conçu la lutte pour la démocratie comme une lutte que le prolétariat aussi devait mener jusqu'au bout, mais qui restait, en tout cas, dans le cadre d'une lutte pour parachever la révolution bourgeoise. Pour nous, par contre, la démocratie (les libertés dites « formelles » qui furent au commencement une conquête y compris de la bourgeoisie) est une valeur historique qui, comme l'expérience historique le démontre, est universelle et permanente. » Il est évident que Berlinguer, qui ne pose plus le problème de la destruction de l'Etat bourgeois, oublie en même temps la différence entre la seule lutte pour les droits démocratiques et la lutte pour la construction d'une démocratie soviétique, qualitativement supérieure à toute démocratie bourgeoise, même la plus « avancée ».

2) Nous citons un passage d'un article de Spriano, qui a démontré en détail à quel point Craxi avait utilisé la méthode de la falsification par des citations retirées de leur contexte.

3) Colletti a pourtant raison de faire de l'ironie sur le mot « fuoriuscita » (sortie au dehors) qui est utilisé maintenant très largement en Italie (ce sont les gens du « Manifesto » qui peuvent revendiquer à ce propos les droits d'auteurs). Il s'agit d'une formule dont le but est justement d'estomper ou d'éliminer le problème du saut qualitatif, de la rupture révolutionnaire.



Femmes

Avorter en Belgique

L'activité du mouvement des femmes a été déterminante pour décider le mouvement ouvrier organisé à bouger. En 1978, pour la première fois, la manifestation de mars avait été annoncée dans toute la presse syndicale socialiste. La campagne pour l'avortement et la contraception libres s'annonce bien.

Marie-Anne MARAIS

● En Belgique, plus de 3000 personnes viennent de déclarer publiquement avoir enfreint le code pénal en matière d'avortement. C'est là un signe de plus de la vitalité et, de la radicalisation d'un mouvement maintenant vieux de cinq ans, un mouvement qui ne demande pas mieux que de s'engager dans une campagne internationale pour la contraception et l'avortement libres.

Voici en effet cinq ans, en 1973, qu'un gynécologue de Namur, le docteur Peers, était arrêté pour pratique de l'avortement. Cette arrestation a suscité un important mouvement qui a obtenu la libération du médecin... aujourd'hui poursuivi à nouveau ainsi qu'une vingtaine d'autres. Mais que s'est-il passé entre temps ? Après 1973, divers projets de loi sont déposés au Parlement, une commission est créée et le Parquet cesse provisoirement d'engager des poursuites. C'est en 1976, lorsqu'on connaît enfin les avis de la « Commission pour les problèmes éthiques » (sic), extrêmement restrictifs, que le mouvement des femmes reprend l'initiative. Une journée des femmes est organisée pour la dépénalisation de l'avortement et avec comme slogan : « *avortement, les femmes décident* ». Quantité d'organisations ont signé la plate-forme du mouvement des femmes : dépénalisation, non aux structures d'accueil dissuasives, remboursement par la sécurité sociale, soutien aux centres extra-hospitaliers prati-

quant l'avortement. A partir de cette journée se créent des comités sur une base régionale ou de quartier. Aujourd'hui, ils ont à leur actif deux manifestations nationales : l'une à Bruxelles, la capitale, et l'autre à Gand, une ville du Nord du pays dominée par la majorité catholique.

Malgré quelques hauts et bas dans certaines régions particulièrement isolées, ces comités se sont, révélés réellement permanents et capables de servir de pôle pour les groupes et organisations présents dans chaque région. Ils ont même été souvent l'occasion de la création de groupes féministes là où il n'en existait pas encore. Enfin, il se sont donnés un instrument très important : une coordination nationale. Elle comprend une coordination francophone et une coordination flamande (les deux parties du pays) qui se réunissent en moyenne quatre fois par an en commun. Le reste des contacts est assumé par un secrétariat bénévole et, le plus souvent, totalement débordé. Mais ça marche : les actions sont reprises dans la plupart des régions, les mêmes tracts distribués, des animations de rue ou de marché organisées, des cartes signées pour soutenir le seul projet de loi qui nous convienne - un projet de dépénalisation totale. Les adresses des centres qui pratiquent l'avortement sont diffusées massivement. etc.

Tout cela, bien sûr, est loin de plaire au Parquet. Les poursuites judiciaires reprennent dès

la fin 1976. Elle se sont accélérées il y a quelques mois. Manifestement, le Parquet veut, de cette façon, forcer le Parlement à légiférer. La loi de 1867 est notoirement inapplicable et inappliquée : 30000 femmes belges au moins avortent chaque année. Tant que c'était clandestin, passe encore (on sait que la santé des femmes n'a jamais été la principale préoccupation de ces messieurs) ! Mais depuis que plusieurs centres extra-hospitaliers pratiquent ouvertement des avortements sur simple demande et à un prix minimum, la situation est devenue intolérable. Certains services hospitaliers bravaient déjà la loi, mais c'était là totalement insuffisant. Après des contacts avec un important mouvement de planning familial en Hollande, un premier centre de planning commence à pratiquer lui-même des avortements à Bruxelles. Un autre collectif se crée bientôt à l'initiative des mouvements féministes, à Bruxelles également. Quatre autres se sont mis sur pied depuis lors en l'espace de moins de deux ans et d'autres vont bientôt s'ouvrir. Mais ils sont toujours loin de pouvoir répondre à la demande. En Flandres, dominée par une majorité catholique, la situation est encore plus catastrophique puisqu'il n'existe aucun centre ni hospitalier ni extra-hospitalier qui pratique des avortements à l'heure actuelle. Si tout va bien, un premier centre s'ouvrira bientôt dans une ville flamande. C'est d'autant plus urgent qu'un pro-

jet de loi a été déposé en Hollande qui interdirait aux femmes étrangères de continuer à venir avorter dans ce pays.

Comme on le voit, une bonne partie de l'activité du mouvement des femmes et, en particulier, des comités pour la Dépénalisation de l'avortement en Belgique tourne autour de la création mais aussi de la défense ou de l'information concernant les centres extra-hospitaliers. Les avortements qui y sont pratiqués sont remboursés par la sécurité sociale au même titre que dans les hôpitaux. C'est là, sans doute, une spécificité de la Belgique que ces centres où l'avortement est pratiqué par des médecins formés à la méthode Karman mais où la gestion est assumée collectivement par les travailleurs des centres : médecins et non-médecins, parmi lesquels une majorité de femmes qui assument notamment les accueils et l'information à la contraception. Ces centres se sont récemment coordonnés dans un Groupe d'action qui, outre des principes communs quant à leur pratique, veulent lutter contre la répression et prendre une place plus importante sur le terrain proprement politique. Les comités pour la Dépénalisation ont évidemment tout fait pour encourager cette évolution.

L'expérience les a en effet convaincus qu'il ne s'agissait pas de choisir entre la pratique de l'avortement dans les centres et les manifestations dans la rue. Au contraire, il faut sans cesse articuler une mobilisation de masse pour la conquête du droit des femmes à avorter (dans la loi et surtout dans les faits) et un maximum de luttes locales liées à cette pratique : dans les hôpitaux comme dans les groupes alternatifs, autour des centres extra-hospitaliers, autour aussi de groupes de femmes qui développent tous les moyens d'apprendre à connaître notre propre corps. En d'autres termes, le mouvement belge a tiré les leçons des expériences de ses plus proches voisins : la France et la Hollande. Dans le premier cas, le mouvement a sous-estimé la bataille à mener pour l'appli-

cation de la loi Veil; dans le second cas, la mobilisation pour le droit de toutes les femmes à avorter a été sacrifiée pendant un temps au profit de la mise en place de centres extra-hospitaliers. En Belgique, nous croyons que la mobilisation ne se maintiendra et n'aboutira que si l'on combine sans cesse la lutte devant le Parlement, la pratique de l'avortement avec tout ce qui s'y associe et l'action de masse.

Avant de regarder de plus près comment a évolué chacun de ces aspects de la lutte en Belgique, disons encore - c'est important - que les comités pour

dition importante pour que la masse des femmes ait accès à l'avortement. Par ailleurs, en Belgique, de nombreuses cliniques sont gérées par les socialistes qui prétendent défendre le droit des femmes à avorter. Certaines de ces cliniques font d'ailleurs déjà des avortements mais elles se gardent bien de le dire tout haut.

AU PLAN PARLEMENTAIRE

Trois types de projets sont en présence. Un premier type de projets propose d'autoriser l'avortement dans des cas bien

La deuxième coordination de la Campagne internationale pour le Droit à l'avortement-contraception et contre la stérilisation forcée (CIDA) s'est tenue à Bruxelles le 23 septembre dernier. Le nombre de pays représentés à cette réunion, ou qui avaient pris contact avec le secrétariat de la campagne durant l'été pour apporter leur soutien à l'action engagée, montrait bien l'impact que peut avoir cette bataille au niveau du monde entier. Il y avait là des femmes de France, de Grande-Bretagne, d'Irlande, de Belgique, de Suisse, d'Espagne, de Hollande, du Luxembourg, d'Australie, des USA, du Chili, du Brésil, de la Jamaïque. Des groupes du Québec et du Canada, du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine avaient écrit pour «s'excuser» de ne pouvoir être présents...

Un appel international, publié ci-après, une affiche, des tas d'idées sur la façon d'impulser la campagne sont sortis d'une intense journée de travail.

La date de la journée d'action internationale a été définitivement fixée au 31 mars. Des journées d'action au niveau national étaient déjà prévues en Belgique, en Grande-Bretagne, en Hollande et au Québec, et une nouvelle coordination se tiendra à Paris le 9 décembre pour faire le point. (Pour recevoir des informations et le matériel de la campagne, écrire à : ICAR c/o NAC, 374 Grays Inn Road, LONDON W.C.1, tél. 278.01.53).

la Dépénalisation ne soutiennent pas que les seuls centres extra-hospitaliers. La pratique de ces centres s'insère dans la lutte des femmes pour la libre disposition de leur corps et contre l'autorité médicale dans la mesure où il s'agit de collectifs sans hiérarchie où les femmes jouent un grand rôle. Nous ne voulons pas nous reposer sur les seules structures hospitalières souvent lourdes et de très mauvaise volonté. Mais nous ne renonçons pas pour autant à revendiquer que les hôpitaux et les cliniques pratiquent des avortements. C'est là une con-

précis (santé de la mère, viol, inceste...) à condition qu'il soit pratiqué dans des structures hospitalières et que la femme passe par des structures d'accueil dissuasives. Le principal de ces projets, le seul qui était en discussion au moment de la chute du gouvernement, a été déposé par une femme membre du Parti libéral flamand, Madame Herman-Michielsen. Si elle était votée, cette loi instaureait une situation bien pire que celle qui règne actuellement avec un code pénal tombé en désuétude : elle donnerait les moyens de poursuivre tous ceux

et toutes celles qui déborderaient le cadre de la loi. Or ils seront nombreux.

Deux projets en faveur de la dépénalisation ont également été déposés au début de 1978 : l'un par trois députés socialistes, l'autre par des députés communistes. Le projet des députés socialistes se contente de faire de l'avortement un acte médical. Le projet communiste, déposé par la suite, introduit le remboursement par la sécurité sociale et réclame une hospitalisation après quinze semaines de grossesse (ce qui contesté par le mouvement des femmes car cela apparaît comme une entrave au choix des femmes qui, en outre, ne tient pas compte des progrès de la médecine). Le PC a certainement voulu apparaître en tant que parti. Néanmoins, le mouvement soutient les deux propositions de dépénalisation en faisant pression sur leurs auteurs pour qu'ils mènent la bataille ensemble au Parlement... si, un jour, ces projets dépassent le seuil des commissions parlementaires et arrivent devant l'assemblée plénière !

Enfin, devant le blocage de la situation au Parlement, certaines personnalités du monde libéral, du monde socialiste et du FDF (parti francophone) ont introduit des projets de suspension des poursuites judiciaires pendant deux ans, perspective qui a eu un certain écho dans l'opinion publique. Mais le risque de ces projets est petit à petit apparu aux yeux des comités pour la Dépénalisation qui essayent aujourd'hui de l'expliquer aux autres composantes du mouvement pour l'avortement libre. Tout d'abord, il est apparu clairement qu'il s'agissait là d'un compromis de la part des forces politiques qui désirent éviter l'affrontement et qui n'ont pour seul horizon que la lutte parlementaire. Un compromis qui risquait de conduire de concession en concession : en effet, il s'en est fallu de peu (c'est-à-dire l'intervention répétée des comités et des centres concernés) que les centres extra-hospitaliers ne soient exclus du projet. D'autre part, les signataires de ces projets (et du

comité créé pour les soutenir) refusent de prendre position pour une dépénalisation. Que nous proposeront-ils donc après les deux ans de moratoire ? Enfin, il est à craindre qu'un projet de ce type, qui fait mine de croire à la force de conviction des rapports scientifiques plutôt qu'à l'existence de rapports de forces politiques et de rapports de classe, n'ait pour effet la démobilisation.

Quel que soit le projet réellement voté dans un délai impossible à déterminer, il faudra prolonger la lutte pour une dépénalisation totale. La dépénalisation reste, en effet, un préalable essentiel pour la réalisation de nos autres exigences (avortement à la demande de la femme et dans de bonnes conditions, remboursement par la sécurité sociale, éducation sexuelle, refus des structures d'accueil dissuasives). C'est là ce que rappelleront les comités pour la Dépénalisation lors du meeting qu'ils organisent avec le groupe d'action des centres extra-hospitaliers à la fin octobre.

MOBILISATION DE MASSE

Une telle perspective s'accorde bien sûr avec une lutte extra-parlementaire et des actions de masse. Les comités pour la Dépénalisation ont déjà été à l'initiative de deux manifestations nationales qui ont réuni de 5 à 7000 personnes chacune, ce qui, en Belgique, n'est pas si mal pour ces dernières années. D'autres actions, de moindre envergure, ponctuent chaque année : meeting, fête, animation de rue, distributions de tracts annoncées par conférences de presse, etc. Certaines de ces actions ont réuni 1200 personnes. Pour toute initiative nationale, les comités pour la Dépénalisation écrivent une lettre aux organisations en leur demandant leur participation sur la base d'une plate-forme. Des contacts plus directs sont multipliés, particulièrement en direction du mouvement ouvrier et des organisations syndicales. Et, sans tomber dans le triomphalisme, on peut constater une certaine évolution dans le lien des organisations syndicales et du mouvement des femmes. La

première année (1976), la commission féminine de la FGTB (centrale syndicale socialiste) était venue à la journée des femmes pour la dépénalisation de l'avortement pratiquement contre l'avis du secrétaire général. Il y avait lors de la première manifestation nationale (1977) une faible représentation. Par contre, la manifestation de mars 1978 avait été annoncée dans toute la presse syndicale socialiste et certaines sections syndicales. Cette évolution tient certainement au caractère de mouvement de masse et de continuité des comités pour la Dépénalisation, mais aussi aux démarches des militants de la gauche syndicale et des militantes féministes de plus en plus conscientes de la nécessité de leur présence au sein des syndicats.

En tout cas, toutes les militantes des comités pour la Dépénalisation sont aujourd'hui décidées à axer principalement leurs efforts en direction du mouvement ouvrier. Elles se rendent compte que c'est un élément décisif pour toucher de nouveaux milieux et pour faire basculer le rapport de forces en Belgique.

LA CAMPAGNE INTERNATIONALE

Cette volonté de s'associer les organisations syndicales ne sera pas absente non plus de la campagne internationale pour la contraception et l'avortement libres telle qu'on la conçoit en Belgique. Les discussions qui ont déjà eu lieu dans plusieurs comités régionaux (à Bruxelles et à Liège, bastion ouvrier, notamment) indiquent, au contraire, que ce sera là l'axe essentiel. C'est lui qui orientera le choix du lieu de la journée d'action du 31 mars 1979 ainsi que les modes d'action à mettre en œuvre.

Outre les idées de propagande avancées à la deuxième réunion de coordination internationale (affiche, calendrier, manifestations, meetings, fête...), les comités belges discuteront d'une suggestion de tribunal auquel seraient invitées des fem-

mes d'autres pays. Les avis émis dans chaque région seront confrontés lors d'une réunion nationale fin novembre. D'ici là, le mouvement des femmes s'emploiera à populariser la campagne internationale, notamment à travers le meeting «*Avorter aujourd'hui en Belgique*» (octobre) et à travers la journée des femmes qui, le 11 novembre, répliquera à la politique familialiste qui ne manquera pas

d'utiliser «*l'année internationale de l'enfant*» - 1979 - pour intensifier le renvoi des femmes au foyer et tenter de faire passer pour «*naturelles*» les conséquences de la crise économique qui se traduit par une augmentation massive du chômage des femmes. Nous savons, en effet, que la meilleure garantie de la réussite d'un mouvement large est d'associer le maximum de gens aux discussions sur les

orientations à prendre. Les comités ont déjà nationalement donné leur accord pour participer à la campagne internationale ainsi que sur les principes généraux de cette campagne. Il nous faut maintenant discuter précisément des moyens d'entraîner le mouvement ouvrier dans cette campagne. Il nous restera quatre mois pour mobiliser : notre expérience antérieure nous dit que c'est suffisant.

Document

Appel de la Campagne Internationale pour le Droit à l'Avortement (CIDA)

Droit à l'avortement I

Non à la stérilisation forcée I Les femmes décident I

La Campagne internationale pour le Droit à l'Avortement vous demande de soutenir la Journée d'Action internationale du 31 mars 1979.

Nous vous demandons de soutenir notre revendication sur le droit des femmes à la contraception et à l'avortement, et contre toute stérilisation forcée. Ces revendications sont internationales.

* * *

Nulle part au monde, les femmes n'ont le droit absolu de contrôler leur fertilité, le droit absolu de décider si oui ou non elles veulent des enfants, et dans quelles conditions.

Des millions de femmes encourent des mutilations et la mort parce que leur droit à la contraception, leur droit à l'avortement légal et dans de bonnes conditions est nié par la loi de l'Etat et de l'Eglise. Les femmes subissent les blessures physiques des avortements clandestins, elles sont parfois emprisonnées et toujours humiliées parce qu'elles revendiquent ce droit. Beaucoup de femmes du Portugal, d'Espagne, du Maghreb, d'Italie ou d'Irlande, par exemple, se voient dans l'obligation d'accomplir des voyages très coûteux à l'étranger pour obtenir un avortement dans de meilleures conditions. Un nombre incroyable de femmes meurt chaque année des suites d'avortements clandestins, alors que tout le monde sait que l'avortement est une opération sans danger lorsqu'elle est pratiquée dans de bonnes conditions.

Dans certains pays comme la Suisse, la Hollande, l'Allemagne fédérale ou la Belgique, l'avortement est toujours illégal, mais il est tolé-

ré en pratique. Ainsi, on continue à refuser aux femmes le droit de contrôler leur corps, et de telles restrictions formelles permettent de faire monter les prix de cette opération tout en la faisant passer pour une expérience traumatisante et culpabilisante.

*Les lois libéralisant l'avortement qui ont été passées dans des pays comme les USA, la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne imposent de sévères restrictions au droit de choisir, telles que des limites dans le temps, le refus de ce droit pour les mineures et les immigrées, ainsi que les «*clauses de conscience*» qui «*légitiment*» le refus des médecins de pratiquer des avortements. Selon ces lois, les femmes doivent souvent fournir la preuve qu'elles ont été violées, qu'elles souffrent «*d'instabilité mentale*», ou qu'elles courent des «*risques graves*» pour leur santé afin d'obtenir un avortement. Et dans la plupart des pays, c'est au corps médical que revient la décision finale.*

Ces lois ne garantissent pas la mise en place des équipements nécessaires. La hiérarchie médicale contrôle les services publics et s'oppose souvent aux soins médicaux gratuits et socialisés pour les femmes, faisant ainsi monter le prix des avortements, et ne laissant aux femmes pauvres que le recours aux avortements clandestins. En Angleterre, où les soins médicaux sont gratuits, les avortements effectués dans les hôpitaux publics restent une exception, et 50% d'entre eux sont pratiqués dans des cliniques privées où il faut payer. Aux USA, où seuls 18% des hôpitaux publics effectuent des avortements, la subvention médicale pour la prise en charge de l'avor-

tement a maintenant été supprimée, bien qu'elle continue à couvrir 90% des frais relatifs à la stérilisation.

Dans de nombreux pays, il n'existe aucun droit à l'avortement, et les femmes qui décident d'en avoir un risquent des peines sévères. Dans d'autres pays, des droits ont été accordés, puis retirés. Israël, par exemple, est sur le point de restreindre le droit à l'avortement pour les femmes dont la vie est gravement en danger, et en Nouvelle-Zélande, une nouvelle loi n'autorise l'avortement que dans des cas extrêmement limités qui n'incluent même pas le viol. Les femmes prisonnières chiliennes violées par leurs gardiens n'ont pas le droit de se faire avorter en raison d'une loi récente qui accorde des droits humains au fœtus. En Europe de l'Est, on avance maintenant l'argument que le droit des femmes de choisir doit passer après les besoins de l'Etat en matière économique et démographique. La Roumanie et la Hongrie ont rendu plus difficile l'obtention de l'avortement et de la contraception.

Les programmes de contrôle de la population sont utilisés, dans certaines régions d'Amérique latine, d'Afrique et des Indes, ainsi que parmi les femmes des minorités opprimées et les femmes pauvres des USA et d'Europe, pour imposer aux femmes la stérilisation et la contraception forcées. A Porto-Rico, par exemple, 35% des femmes en âge d'avoir des enfants ont été stérilisées. On ment aux femmes en leur disant que la pauvreté est due à la «surpopulation», et l'aide économique des pays étrangers s'accompagne d'un appel à la limitation de la population. Dans beaucoup de pays, les médecins sont payés, plus pour faire des stérilisations que pour donner des informations sur la contraception. Partout, la stérilisation forcée est l'instrument de politiques racistes. L'information et l'accès à la contraception restent souvent un privilège de riches. La recherche pour des moyens contraceptifs sûrs et sans danger n'est pas menée à cause du contrôle des trusts pharmaceutiques multinationaux qui déterminent leurs priorités, non pas en fonction des besoins des femmes, mais en fonction de ce qui leur rapportera le plus de profits. Les effets secondaires des méthodes contraceptives sont parfois tenus secrets et provoquent de sérieuses maladies chez certaines femmes. L'usage de contraceptifs par les mineures est activement découragé, et dans beaucoup de pays, il existe une interdiction formelle concernant la publicité à propos de la contraception, à la télévision comme dans l'ensemble de la presse.

Les conditions de travail dangereuses, les substances toxiques utilisées dans l'environnement et dont on se sert dans les guerres altèrent les organes reproductifs des femmes et provoquent des fausses-couches. L'explosion de dioxine à Seveso en Italie, et la pulvérisation de défoliants par les USA au Vietnam du Nord ont été à l'origine d'innombrables cas de fausses-couches, de

stérilité et de malformations monstrueuses chez les fœtus.

Les lois et les attitudes sexistes imprègnent toute l'existence des femmes, sur le plan sexuel comme du point de vue de leurs fonctions reproductives. Dans certains pays, par exemple, les organes sexuels des filles sont mutilés par l'infibulation et par l'excision, de façon à ce qu'elles ne puissent connaître de plaisir sexuel lorsqu'elles sont adultes. L'homosexualité est considérée comme anormale, et le meurtre des épouses infidèles n'est pas considéré comme tel, mais comme un «crime d'honneur». Les lois sur le mariage acceptent le viol au sein du mariage comme normal. Dans certains pays, l'avortement n'est légal que si une femme mariée est considérée comme adultère. Les femmes ne peuvent exprimer librement leur sexualité, alors qu'elles vivent dans des sociétés qui condamnent celle-ci et pénalisent les enfants nés hors du mariage.

Les femmes ne sont pas seules face aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Dans le monde entier, des femmes luttent pour le droit de contrôler leur corps dans de bonnes conditions, et pour décider si, et quand elles veulent des enfants.

Le lutte pour le droit à l'avortement légal et sans danger a été impulsée par le Mouvement de Libération des Femmes. Mais cette lutte concerne tous les mouvements et tous les individus qui se battent pour des droits démocratiques et pour la justice sociale. Les thèmes du droit des femmes à contrôler leur corps - contraception, avortement, et refus de la stérilisation forcée - sont devenus des problèmes internationaux, qui ont imposé débats et confrontations dans le monde entier. Les forces qui s'opposent au droit des femmes de choisir sont puissantes. Elles incluent les gouvernements, les églises, le corps médical, les partis politiques et les organisations anti-avortement qui obligent les femmes à souffrir et à mourir au nom de la moralité. Le résultat de la lutte pour vaincre ces forces aura un impact sur toutes les batailles pour des droits humains élémentaires.

LES FEMMES EXIGENT

le droit à contrôler leur propre corps
le droit à la contraception
le droit à l'avortement
le droit de refuser la stérilisation forcée

NOUS APPELONS

A une démonstration internationale de solidarité, en soutien au droit des femmes de choisir.

A une mobilisation massive des femmes, des étudiants et de la jeunesse, des travailleurs et du mouvement ouvrier, des organisations politiques et humanitaires, des organisations immigrées, pour soutenir notre appel à une Journée d'Action Internationale pour le droit des femmes à la contraception et à l'avortement, et contre la stérilisation forcée.



URSS

Klebanov : être mineur et militant oppositionnel en URSS

« Le boulot des psychiatres était de me sortir de la tête ce qui était radicalement dangereux. »

Vladimir Klebanov est le plus connu de ces travailleurs soviétiques qui, en janvier 1978, constituèrent un syndicat indépendant (voir l'appel de ce syndicat dans *Inprecor*, numéro 27, du 28 avril 1978). Il fut arrêté peu après, ainsi que G.T. Iankov et E. Nikolaïev. *Labour Focus*, publication londonienne, a reproduit récemment le récit que l'on va lire, à partir du numéro 10 du *Bulletin de la Commission de travail pour l'étude de l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques* dont le principal animateur a été Alexandre Podrabinek.

« Le 12 septembre 1968, je fus arrêté arbitrairement et inculpé en vertu de l'article 187 du Code criminel d'Ukraine. Les fondements de l'accusation étaient les suivants : 'L'accusé a délibérément et systématiquement diffusé des calomnies contre l'Etat et le système social soviétiques, sous forme écrite et orale...' ».

En réalité, depuis 1958, je n'ai cessé de dénoncer les violations grossières du Code du travail, notamment du décret de 1956 qui instaure la journée de six heures et la semaine de six jours de travail; j'ai exigé des salaires décents; j'ai exigé tout particulièrement que l'on cesse de dissimuler les accidents du travail dans les rapports officiels; j'ai exigé que soit rectifiée la définition des catégories d'invalides, que l'on attribue des indemnités convenables aux mineurs qui sont victimes d'accidents par la faute de la direction; j'ai exigé la poursuite des criminels qui volent des matériaux de valeur et occupent des positions importantes dans l'industrie et l'appareil soviétique; j'ai exigé que l'on mette fin à la corruption, à l'attribution arbitraire des allocations immobilières, etc.

A partir de 1958, l'administration de la mine Makeyevka et du combinat « Makeyev-charbon » m'ont systématiquement persécuté. Ils ont, à plusieurs reprises, tenté de me licencier sans raison. Ils ont adressé des rapports remplis de calomnies sur mon compte au KGB, et ceci au nom de tous les travailleurs.

En 1959, j'ai été blessé au visage. La direction a prétendu que c'était un « malheureux accident » dont la responsabilité ne lui incombait pas. Six mois plus tard, mon état ne s'était pas amélioré et j'avais dû renoncer à tout espoir de traitement médical. Je décidai donc de m'adresser à la Justice pour obtenir réparation.

COMMENT S'EN DEBARASSER ?

Aussitôt, à la demande de la direction de la mine et sur instructions personnelles du premier secrétaire de l'organisation régionale du Parti dans le Donetsk, B. Degtyanov, la troisième catégorie de mutilés (à laquelle Klebanov appartenait - NDRL) fut exclue de la catégorie des invalides.

En dépit du fait que ma vue avait considérablement baissé, je fus contraint de travailler dans la mine, sous terre, comme contremaître. J'étais à cette époque également étudiant en quatrième année à l'Ecole polytechnique du Donetsk et j'aurais dû, pour cette raison, me voir attribuer un travail hors de la mine. Mais la direction refusa en invoquant mon accident. »...

En janvier 1965, la direction fit une seconde tentative pour se débarrasser de Klebanov (prétendant qu'il était responsable de son accident). Elle échoua.

Klebanov poursuit : « On me donna dix jours pour quitter mon appartement. La police essaya de me jeter dehors avec ma famille, mais la solidarité des mineurs qui travaillaient avec moi l'empêcha de perpétuer cet acte arbitraire. »

Le 15 février 1966, le tribunal régional décida qu'il n'était pas compétent pour prendre une décision concernant le licenciement d'un travailleur de la catégorie à laquelle appartenait Klebanov. Ce qui, selon Klebanov, était complètement faux.

Le 23 décembre, Klebanov parvint finalement à obtenir une décision favorable après avoir fait appel auprès du ministère des mines de la République socialiste soviétique d'Ukraine et du Bureau du Procureur d'URSS.

« Blessés dans leur orgueil, Degtjanov et le ministre Khudostsev obligèrent le psychiatre Sherbin à établir un diagnostic concernant 'l'histoire de ma folie'. Tout ce qu'il consentit à dire, c'est que Klebanov était un 'esprit chagrin, une personne chicaneuse, un cancanneur malveillant'. C'était à l'évidence des motifs insuffisants pour me priver de mon travail. Du coup, ils se précipitèrent à Moscou et y trouvèrent un autre psychiatre, un professeur, cette fois, qui diagnostiqua que je souffrais d'un 'développement pathologique de la personnalité' - sans m'avoir jamais vu ! A la suite de quoi, les mineurs parvinrent à empêcher mon internement forcé - en mobilisant un détachement entier de police - dans un hôpital psychiatrique. »

Pour en finir, le verdict du président du tribunal de la ville de Makeyevka, B. Sitenko, fut que « Klebanov souffrait d'une maladie mentale qui prend la forme de la paranoïa... C'est la raison pour laquelle Klebanov, travailleur des mines, n'avait cessé de se plaindre depuis 1958, affirmant que la direction de la mine trompait les travailleurs sur leurs salaires. » !

APPREHENDE, PUIS ARRETE

Cet arrêt fut rendu en dépit du fait que le Procureur de la région du Donetsk, I. Bashkanov, et le chef adjoint du département de l'industrie lourde d'Ukraine, I. Nikolaïev, aient reconnu le bien-fondé de la plainte déposée par Klebanov contre la direction. Le 1er mars 1965, Nikolaïev écrivait :

« Le camarade Klebanov nous informe qu'il s'est adressé aux organes du Parti et des Soviets il y a de nombreuses années, leur demandant d'enquêter sur les malversations dans les mines - vol de charbon et de bois, dissimulation des accidents du travail dans les rapports officiels, violation du code du travail, détournement de fonds de l'entreprise, leur demandant d'obliger les coupables à rendre des comptes. Les preuves que four-

nissent les lettres de Klebanov ont été complètement vérifiées... L'ancienne direction de la mine et d'autres ont été amenés à rendre des comptes serrés par le Parti et l'administration, concernant leurs malversations dans le champ de la production ».

En fait, aucune sanction ne fut prise. La plupart des individus concernés furent au contraire promus, par exemple Leshko, premier secrétaire de l'organisation régionale du Parti, devint second secrétaire - mais du Comité central d'Ukraine. Il est maintenant président du Conseil des ministres d'Ukraine.

Entre temps, Klebanov continua à lutter et, le 4 mars 1967, obtint que le professeur N. Tatarenko prononce un diagnostic invalidant celui de la paranoïa et le rétablisse dans la troisième catégorie des invalides; il évoquait les traces d'un accident cérébral et cranien, une atrophie partielle du nerf optique gauche. Il recommandait que Klebanov travaille comme dessinateur, ou anime un club. Mais on ne lui donna du travail comme ingénieur-dessinateur qu'en septembre 1967.

VENGEANCE

Mais les autorités de Makeyevka et du Donetsk n'étaient pas prêtes à se satisfaire de cet épilogue. Elles montèrent de toute pièces une accusation contre les travailleurs qui soutenaient Klebanov, en vertu de l'article 187 du Code criminel d'Ukraine. Des centaines de travailleurs furent transférés vers d'autres puits, quelques-uns furent astreints à des conditions de travail tellement abominables qu'ils durent l'abandonner.

Klebanov fut arrêté le 12 septembre 1968 et jeté dans la prison no 1 du Donetsk. En octobre, le premier Enquêteur du bureau du Procureur de Makeyevka, Sergeyev, lui rendit visite et lui demanda de signer son acte d'inculpation. Klebanov refusa et Sergeyev lui déclara alors qu'il s'agissait d'une simple formalité. Son sort était déjà décidé. On le transférerait à

la ville d'Igren pour lui faire subir un examen psychiatrique en règle et on le déclarerait atteint de maladie mentale. On l'incarcérerait ensuite dans un hôpital spécial du MVD, afin qu'il cesse, à l'avenir, d'être un mauvais exemple.

« Ma famille se trouvait dans une situation terrible. Cela faisait à peu près trois ans que je me trouvais sans travail. Ma femme, des suites d'un accouchement, était fréquemment malade. Elle ne travaillait pas. Il fallait nourrir et vêtir nos deux enfants. Quand je me suis trouvé sans travail, nous avons vendu littéralement tout. Toutes nos économies s'étaient envolées.

En signe de protestation, je commençai une grève de la faim dès le premier jour de ma détention. Le 27, on me transféra dans une cellule isolée au sous-sol. On enleva ma couverture et l'enveloppe de mon matelas. Il n'y avait pas de vitre à la fenêtre. Il faisait humide. J'étais transi. Le vent froid de fin septembre entraînait dans la cellule.

Le second jour, je fus battu par un lieutenant du MVD qui commença par m'enchaîner les mains et les pieds, me jeta à terre ensuite et commença à me battre.

Le lieutenant colonel Tsvetukh essaya de me persuader de manger en installant dans ma cellule un voleur qui faisait la grève de la faim depuis cinq ans; son aspect était terrifiant. Un squelette. Des hommes comme celui-là, nous n'en voyons que dans les films sur les camps de concentration. »

Au bout de vingt jours, Klebanov fut enchaîné et nourri de force par un tube de caoutchouc qui lui blessait le nez sans cesse. Il finit par abandonner sa grève de la faim parce que personne ne savait qu'il la faisait. Il demanda pourquoi on ne le soignait pas; on lui répondit alors que sa « folie » n'était qu'un prétexte et que les vraies raisons, c'était les intérêts de l'ordre social.

Comme il continuait à admettre qu'il était fou, on le transféra à l'hôpital spécial du

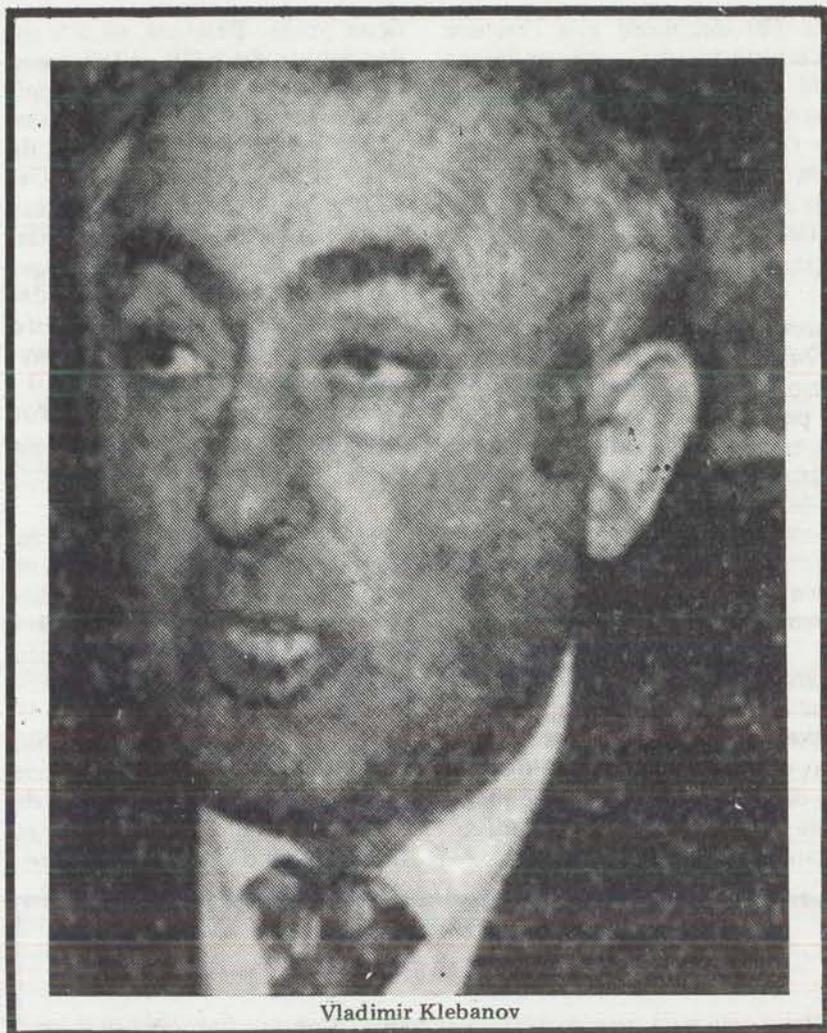
MVD de Dniepopetrovsk le 18 février 1969. « Par les conversations des infirmiers des services de nuit, j'avais déjà entendu parler de cet hôpital comme d'un endroit que l'on ne quittait que 'les pieds devant'. Selon eux, on n'y envoyait que ceux qui avaient commis les meurtres les plus terribles, les plus brutaux. En chemin, ils commencèrent par me dépouiller. Puis on me remit entre les mains de l'infirmier-chef Bondarenko. Je n'avais pas trouvé mes affaires en quittant la maison de fouš... Bondarenko portait mon maillot de sport. Un autre de ces apaches avait ma chemise. Ils se disputaient mes pantoufles. Bondarenko me dit que je n'en aurais plus besoin : 'tu ne sortiras pas vivant d'ici'.

CE QUE « GUERIR » VEUT DIRE

Le boulot des psychiatres était de me sortir de la tête ce qui était 'socialement dangereux'; en effet, il y a plusieurs années, et en particulier en 1960, j'avais été l'instigateur d'une plainte collective et avais rassemblé les signatures des travailleurs. J'avais transmis leurs griefs aux organes des soviets et du Parti. En tant que responsable syndical, je me faisais le porteur des critiques à l'égard de la direction. C'est ce qu'ils appelaient 'miner leur l'autorité'. C'est de cela qu'ils essaient de guérir les gens ici... »

A l'hôpital, Klebanov ne cessa de lutter un instant : « Je commençai à revendiquer que l'on me réintègre dans ma catégorie d'invalides et à exiger que l'on attribue une pension à ma famille. Le Procureur de Makeyevka, I. Gaiko, le président du Tribunal Sitenko et Kobzisky, le chef des mines et du combinat, dirent à mon épouse : 'Nous vous accorderons cette pension à une condition : reconnaissez que votre mari est un malade mental... Si vous ne le faites pas, vous serez réduits à la misère, vous crèverez de faim'. »

Pour finir, au début du mois de septembre 1970, le tribunal régional du Donetsk ordonna qu'on le place dans la section



Vladimir Klebanov

d'isolement du Donetsk no 1. Le directeur de l'hôpital spécial du MVD, Katkov, dit : « C'est la première fois que je vois ça depuis des années que je travaille au MVD ». Après que Klebanov ait refusé au tribunal de reconnaître qu'il était fou, il fut transféré de prison en hôpital psychiatrique et d'hôpital psychiatrique en prison : il fit différents séjours dans les institutions suivantes : hôpital psychiatrique no 1 de Makeyev, Institut Serbsky, prisons du Donetsk, de Kharkov et Butynsk. Plus personne n'eut de ses nouvelles : « Ma femme et mes enfants se firent à l'idée que j'étais mort. »

En juin 1972, Klebanov obtint que soit prise une décision en sa faveur concernant le paiement d'une indemnité couvrant la période du 2 septembre 1968 au moment présent. Le 7 juin 1973, la Cour suprême d'Ukraine ordonna qu'il soit remis en liberté. Mais ce n'était pas la fin de ses ennuis. Le 26 septem-

bre 1973, le tribunal local, plein de rancune, déclara Klebanov « non responsable de ses actes » et le priva de ses droits civiques. « Le refus de permettre à ma famille de participer aux élections au Soviet suprême d'URSS et de la République socialiste soviétique d'Ukraine eut un retentissement important dans le voisinage à Makeyevka et amena le premier adjoint du Bureau du Procureur de la République socialiste soviétique d'Ukraine, M.T. Slivayev, à élever une protestation personnelle. »

Le tribunal régional cassa la décision du tribunal local le 19 avril 1974, mais il fallut encore six mois pour que les autorités locales appliquent cette décision. La direction de la mine, elle, refusa et de donner du travail à Klebanov, et de lui payer une indemnité : « On dressa une discrimination contre moi. Lorsque je demandai du travail à mes soi-disants 'camarades', ils dirent que j'étais fou. Lors-

